

3. **Qualité du régime alimentaire** : ces indicateurs mesurent la qualité du régime alimentaire, mais ne quantifient pas la disponibilité des nutriments, car il ne serait pas réaliste d'escompter recueillir toutes les informations requises pour ce faire.

Les indicateurs peuvent être mesurés en utilisant des informations provenant de sources diverses, rassemblées grâce à différentes techniques. Parmi les démarches possibles figurent notamment : surveiller le panier alimentaire à l'échelon des ménages ; évaluer le prix des denrées et leur disponibilité sur les marchés ; surveiller les voies d'acheminement des denrées alimentaires ; évaluer, grâce aux tableaux de composition des aliments (ou de Nutcalc, voir appendice 4) la teneur en nutriments des vivres distribuées ; examiner les plans et les enregistrements des distributions d'aide alimentaire ; dresser des bilans de la sécurité alimentaire et mener des enquêtes auprès des ménages et/ou analyser la documentation à disposition (comme les rapports établis par les agences).

4. **Alimentation des nourrissons et des jeunes enfants** : l'allaitement au sein est la façon la plus saine de nourrir un nouveau-né dans la plupart des circonstances, surtout en situation d'urgence, lorsque les pratiques habituelles en matière d'hygiène risquent d'avoir été bouleversées et que les taux d'infection augmentent.

Dans les cas où certaines mères n'allaitent par leurs nourrissons, trois options se présentent :

- a) reprise de l'allaitement au sein, les mères étant informées, soutenues et encouragées par des personnes expérimentées ;
- b) substitut au lait maternel : si le lait peut être préparé en toute sécurité et si les approvisionnements peuvent être garantis ;
- c) autres modes traditionnels d'alimentation des nourrissons : les mères étant encouragées à utiliser des méthodes dont elles ont l'habitude, à condition que celles-ci soient sans danger et appropriées.

Il est normalement très rare qu'une mère ne puisse allaiter (seulement 1 or 2 cas pour 10.000 mères). Il peut cependant arriver qu'une mère meure, ou soit séparée de son nouveau-né. S'il n'est pas possible de trouver du lait pour le nourrisson (auprès de sa mère, d'une nourrice ou d'une banque de lait), il est nécessaire de lui procurer une formule spéciale pour nourrisson. Lorsque des produits tels que lait en poudre, lait maternisé ou aliments de sevrage sont distribués, une

campagne de vulgarisation intensive doit être menée et faire partie intégrante de l'intervention. Les efforts peuvent consister, notamment, à accorder un soutien actif aux personnes qui s'occupent des nourrissons afin de les familiariser avec les méthodes d'alimentation ne présentant pas de danger (voir la norme 4 du Soutien nutritionnel général), assurer la formation des professionnels de la santé dans les domaines de la gestion de la lactation, ainsi qu'apporter encouragements et soutien aux femmes enceintes et aux mères de nourrissons pour les inciter à allaiter leurs enfants.

Lorsqu'un substitut du lait maternel est distribué, il faut s'assurer que les livraisons seront assurées tant que les nourrissons concernés en auront besoin. L'achat de formules pour nourrissons, en situation d'urgence, doit également obéir aux prescriptions du *Code international de commercialisation des substituts du lait maternel* (OMS, 1981) qui protège l'allaitement au sein des intérêts commerciaux.

Ne pouvant manger beaucoup à la fois, bien que leurs besoins soient relativement importants vu leur taille corporelle, les jeunes enfants ont besoin de consommer des aliments à haute valeur énergétique. Il est donc recommandé que 30 % de la valeur calorifique de leur régime alimentaire proviennent de matières grasses. Lorsque des jeunes enfants âgés de 6 mois à 2 ans ne sont pas nourris au sein, les aliments nutritifs à haute valeur énergétique qu'ils consomment doivent être suffisants pour remplacer entièrement les nutriments qu'ils auraient trouvés dans le lait maternel et dans les aliments de complément. Pour plus d'informations sur l'alimentation d'appoint, voir OMS, 1988a.

5. **Soutien aux mères qui allaitent** : on ne connaît pas les implications d'une malnutrition grave, d'un traumatisme, ou du stress, sur les capacités d'une mère à allaiter. Bien que l'allaitement au sein soit, en lui-même, un phénomène physiologique robuste, les recherches ont clairement montré que l'état psychologique de la mère pouvait influencer sur la production de lait. Une mère allaitante qui souffre de malnutrition grave, d'un traumatisme ou de stress doit, en tout premier lieu, recevoir un soutien adéquat pour stimuler la lactation.
6. **Allaitement et transmission du VIH** : les recherches ont montré que le VIH (virus de l'immunodéficience humaine) pouvait se transmettre de la mère au bébé. C'est dans les derniers temps de la grossesse et au moment de l'accouchement qu'un enfant court le plus grand risque — qui serait de l'ordre de 20 % — de transmission verticale (de la mère à l'enfant) et il existe un risque supplémentaire de contamination

du nourrisson par le lait maternel. Cependant, dans les situations où l'hygiène laisse à désirer et où les foyers bénéficiant de l'assistance n'ont que de maigres ressources, la diarrhée provoque 14 fois plus de décès chez les enfants en bas âge alimentés au biberon que chez les petits nourris au sein. Dans le contexte spécifique des situations d'urgence, il convient de peser soigneusement ces risques. Il est important, en outre, de ne pas discréditer l'allaitement au sein, en particulier dans les cas où l'on ne sait pas si la mère est, ou non, séropositive.

## Norme 2 de soutien nutritionnel général : qualité et salubrité des aliments

Les aliments distribués sont de qualité suffisante et leur manipulation fait l'objet de suffisamment de soins pour qu'ils soient propres à la consommation humaine.

### Indicateurs clés

- Il n'y a pas de poussées de maladies d'origine alimentaire causées par les vivres distribués.
- Personne, ni parmi les bénéficiaires de l'aide, ni parmi le personnel chargé du programme ne se plaint outre mesure de la qualité des vivres distribués.
- Les fournisseurs de denrées alimentaires effectuent régulièrement des contrôles de qualité et produisent des denrées correspondant aux normes officielles fixées par l'Etat ou aux normes du Codex Alimentarius en matière d'emballage, d'étiquetage, de durée de conservation etc.).
- Toutes les denrées alimentaires fournies sont systématiquement contrôlées par des vérificateurs indépendants.
- Toutes les denrées alimentaires reçues dans le pays de distribution à l'intention de la population affectée par une catastrophe ont, au minimum, une durée de conservation de six mois (à l'exception des produits frais et de la farine de maïs) et sont distribuées à la population avant la date de péremption.
- Des structures adéquates sont en place pour le stockage des denrées alimentaires (conformément aux recommandations en vigueur) et les entrepôts sont bien gérés (voir la norme sur la gestion des ressources de l'assistance alimentaire au chapitre 3).

- Le personnel connaît les risques que représentent, pour la santé de la population, les erreurs commises en matière de manutention, de stockage et de distribution des denrées alimentaires.

### Notes de référence

1. **Sources d'information** : des informations permettant de savoir si les indicateurs sont atteints peuvent être obtenues grâce, notamment, aux rapports d'inspection (contrôle de qualité), au système d'étiquetage des vivres distribués ainsi qu'aux rapports et protocoles établis dans les entrepôts.
2. **Achat des produits de base** : il vaut mieux que l'achat des denrées soit confié à des spécialistes, tant au siège que dans les bureaux régionaux, ou à des agences spécialisées (voir norme sur la logistique de l'assistance alimentaire au chapitre 3). Les erreurs commises sont extrêmement difficiles à corriger sur le terrain.
3. **Mouture de la farine de maïs** : la farine de maïs se conserve de 6 à 8 semaines. La mouture doit, par conséquent, se faire immédiatement avant la consommation. Autre solution : avoir recours à la technique dite "de faible extraction" consistant à retirer le germe, l'huile et les enzymes qui accélèrent le processus de rancidité.
4. **Stockage** : au sujet du stockage, voir aussi D. J. Walker (éd.) (1992).
5. **FAO/OMS (années mélangées), Codex Alimentarius** : voir la bibliographie choisie pour des références complètes.

## Norme 3 de soutien nutritionnel général : acceptabilité des aliments

Les aliments fournis sont appropriés et jugés acceptables par toute la population.

### Indicateurs clés

- Les personnes sont consultées afin de déterminer si les denrées alimentaires distribuées sont acceptables et appropriées ; les décisions tiennent ensuite compte des résultats de cette consultation.
- Les aliments distribués ne heurtent pas les traditions religieuses ou culturelles, ni de la population bénéficiant de l'assistance ou de la population d'accueil (et, notamment, ils ne transgressent aucun interdit en matière d'alimentation des femmes enceintes ou des mères allaitantes).

- La population est habituée aux aliments de base distribués.
- Les aliments de complément distribués aux jeunes enfants sont de goût agréable et digestes.
- La population, dans son ensemble, ne bénéficie d'aucune distribution de lait en poudre gratuit ou subventionné.
- Les bénéficiaires de l'assistance disposent de condiments importants dans leur contexte culturel (tels que, par exemple, le sucre or le pili-pili).

## Notes de référence

1. **Surveillance des ventes** : dans toute intervention humanitaire impliquant la distribution de vivres, il est important de surveiller toute vente éventuelle de denrées alimentaires ; le cas échéant, il convient de s'interroger sur ce qui peut la motiver, de manière à pouvoir interpréter plus facilement toute nouvelle tendance et en observer l'impact éventuel sur l'économie locale.
2. **Pillage** : le pillage ou le vol d'un certain type de vivres (notamment avant la distribution aux bénéficiaires, lorsque des quantités de denrées en vrac sont susceptibles d'être volées) peuvent être le signe que ces denrées sont perçues comme ayant davantage de valeur sur le plan économique que sur le plan nutritionnel. Un pillage de vivres devant constituer l'alimentation de base peut avoir d'importantes implications pour la viabilité du programme d'aide alimentaire. Tout incident de ce genre doit être signalé immédiatement aux autorités chargées de la coordination. (Voir, à ce propos, la norme sur la gestion des ressources d'assistance alimentaire au chapitre 3).  
L'aide alimentaire est une denrée de valeur et, à l'instar d'autres marchandises, sa distribution s'accompagne de risques au plan de la sécurité. Il se peut qu'il soit dangereux de se rendre au point de distribution, vu que cela expose les personnes aux attaques. Elles risquent aussi de se faire attaquer par des assaillants armés intéressés par les rations qu'elles ramènent. Dans les cas appropriés, il y a lieu d'envisager des solutions de rechange comme la distribution de repas cuisinés. (Voir également la norme sur la distribution de l'aide alimentaire au chapitre 3).
3. **Soutien aux mères qui allaitent** : parfois, la population a l'habitude de recourir aux substituts du lait maternel pour l'alimentation des nourrissons et d'utiliser des produits commerciaux transformés, comme aliments de sevrage pour les jeunes enfants. En ce cas, il peut être nécessaire d'aider les mères à adopter de nouvelles techniques

pendant la phase d'urgence. Les mesures visant à encourager et à protéger l'allaitement (voir la norme 1 sur le soutien nutritionnel général) revêtent alors une importance particulière. En l'espèce, la situation d'urgence peut donner l'occasion de modifier des pratiques entraînant des risques sur le plan de la santé. Néanmoins, il est rare qu'une situation d'urgence constitue le moment le plus favorable pour encourager la population à changer de comportement si elle n'y est pas absolument tenue.

4. **Lait en poudre** : sauf s'ils ont été mélangés avec d'autres denrées, ni lait en poudre, ni lait allégé ne doivent être inclus dans une distribution générale de vivres. En effet, s'ils devaient être utilisés sans discrimination, ils risqueraient de provoquer de graves problèmes. Il convient notamment de veiller à éviter les risques potentiels, sur le plan de la santé, que peuvent entraîner une mauvaise dilution, une contamination microbienne ou une intolérance au lactose.

## Norme 4 de soutien nutritionnel général : manipulation et salubrité des aliments

Les aliments sont stockés, préparés et consommés de manière à sauvegarder leur salubrité, tant au niveau des foyers que de la communauté.

### Indicateurs clés

- Il n'y a pas de poussées de maladies d'origine alimentaire liées à un site local de distributions de vivres et provoquées par de mauvaises conditions de préparation.
- L'organe chargé de la coordination n'a reçu des représentants de la population affectée aucun rapport faisant état de difficultés en matière de stockage, de préparation, de cuisson et de consommation des vivres distribués.
- Chaque ménage dispose d'au moins une casserole, d'assez de combustible pour la préparation des repas, de récipients permettant de stocker 40 litres d'eau, ainsi que de 250 grammes de savon par personne par mois. (Voir les normes d'articles ménagers dans Planification de l'aménagement des abris et des sites au chapitre 4 ainsi que les normes d'approvisionnement dans Approvisionnement en eau et assainissement au chapitre 1).

- Lorsque le panier alimentaire contient des denrées auxquelles la population n'est pas habituée, les foyers reçoivent des instructions pour les préparer en vue de les faire accepter et de réduire la perte de nutriments le plus possible.
- Les personnes qui ne peuvent pas préparer leurs repas ou ne peuvent pas se nourrir seules bénéficient de l'assistance d'un visiteur à domicile qui leur prépare, au moment voulu, des aliments appropriés et qui, le cas échéant, les aide à s'alimenter.
- Lorsque les vivres sont distribués sous la forme de repas cuisinés, le personnel de l'agence démontre qu'il connaît les risques potentiels, sur le plan de la santé, qu'entraînent de mauvaises conditions de stockage, de manutention et de préparation des denrées alimentaires (voir la norme 1 sur les capacités et ressources humaines).
- Le cas échéant, les installations utilisées pour la mouture ou tout autre processus de transformation des aliments sont situées à une distance raisonnable des habitations (si, par exemple, l'on distribue des céréales entières).

## Notes de référence

1. **Sources d'information** : parmi les sources d'informations permettant de dégager ces indicateurs peuvent figurer les systèmes de suivi des programmes ainsi que de rapides enquêtes auprès des ménages.
2. **Insuffisance de combustible** : si les quantités de combustible nécessaires à la cuisson des aliments sont insuffisantes, il convient de distribuer des denrées alimentaires nécessitant un temps de cuisson moindre (par exemple : farine de céréale plutôt que céréales entières, légumes secs ou riz précuit). Lorsque la population n'est pas habituée à ce type de denrées alimentaires, il convient de lui fournir conseils et soutien afin que les vivres distribués soient convenablement utilisés. S'il n'est pas possible de changer de denrées alimentaires, des sources externes d'approvisionnement en combustible doivent être trouvées pour combler ce déficit. (Voir, à ce propos, Aménagement des abris et des sites au chapitre 4).
3. **Usage sans danger de substitut du lait maternel** : dans le cas inhabituel où des bébés sont nourris avec un substitut du lait maternel, il convient d'utiliser non pas des biberons — difficiles à

nettoyer et à garder propres — mais des tasses normales, sans embout spécial. Il doit être en outre possible de faire bouillir de l'eau et de stériliser la tasse (ainsi qu'éventuellement la petite cuillère et la sous-tasse utilisées). Les personnes qui nourrissent les bébés avec un substitut du lait maternel doivent savoir précisément ce qu'il faut faire pour que cette préparation soit adéquate et sans danger. (Voir, à ce propos, la norme 1 sur le Soutien nutritionnel général).

4. **Hygiène alimentaire** : les bénéficiaires de l'assistance devant souvent vivre dans un cadre différent, leurs pratiques normales en matière d'hygiène peuvent être bouleversées. Il est donc parfois nécessaire de diffuser des messages sur l'hygiène alimentaire et de préconiser des mesures compatibles à la fois avec les conditions locales et les maladies (voir, au chapitre 1, Approvisionnement en eau et assainissement, les normes de promotion d'hygiène). Il est également important de fournir des informations aux prestataires de soins : ils aideront ainsi les foyers à utiliser au mieux leurs ressources pour l'alimentation des enfants et à employer les méthodes sûres de préparation des aliments.
5. **Installations de transformation alimentaire** : l'accès aux moulins ainsi qu'à d'autres services collectifs (approvisionnement en eau salubre, par exemple) est très important à double titre : il facilite la préparation des aliments et permet aux bénéficiaires de l'assistance d'utiliser leur temps de façon optimale. Au lieu de perdre leur temps à attendre ces services, les chargés de foyers peuvent préparer des repas, nourrir les enfants et vaquer à d'autres occupations ayant un impact positif sur la nutrition.
6. **Temps de cuisson plus long** : les céréales à grain entier sont plus longues à cuire que l'équivalent conditionné ; or, ce sont les femmes et les jeunes filles qui ramassent généralement le bois de chauffe et qui peuvent avoir, pour ce faire, à s'aventurer dans des zones non protégées, ce qui augmente souvent le risque d'agression physique et de viol. Il faudra peut-être prendre des mesures de sécurité pour minimiser ce danger. (Voir Aménagement des abris et des sites, norme 4 de site, sécurité et aménagement, au chapitre 4 ; et Services médicaux, norme 2 sur les services de soins, réduction de la morbidité et de la mortalité, au chapitre 5).

### 3 Soutien nutritionnel aux personnes souffrant de malnutrition

La présente partie énonce les normes minimales à respecter dans le cadre des programmes visant à corriger un état de malnutrition existant, notamment certaines carences en vitamines et minéraux.

La malnutrition va de pair avec une augmentation du risque de mortalité. La force de cette relation dépend beaucoup de la distribution des maladies et des infections qui, à leur tour, sont influencées par le milieu local. Il existe un lien étroit entre malnutrition et infections et leur impact sur le taux de mortalité. En d'autres termes, les effets conjugués de la malnutrition et des infections sont plus importants que l'impact total, sur la mortalité, de l'une ou des autres. Une bonne compréhension des causes sous-jacentes de la malnutrition joue un rôle crucial au moment de définir la forme la plus appropriée d'assistance à fournir, tant dans le secteur de la nutrition que dans les autres.

Avant de lire les normes minimales, veuillez prendre connaissance, en appendice 1, des différentes définitions (IMC/Indice de masse corporelle, abandons d'un programme d'alimentation thérapeutique, sorties d'un programme d'alimentation et malnutrition).

#### Norme 1 de soutien nutritionnel ciblé : malnutrition modérée

Les risques de santé publique associés à une malnutrition modérée sont réduits.

#### Indicateurs clés

- On n'observe pas d'augmentation du taux de malnutrition grave et, ou d'élévation du nombre de personnes enregistrées comme recevant ou devant recevoir des soins thérapeutiques.
- Des systèmes de surveillance sont mis en place pour suivre l'évolution des tendances de la malnutrition.
- Les objectifs du programme reflètent une bonne compréhension des causes de malnutrition ainsi qu'une identification précise du (ou des) groupe(s) cible(s).
- Tout le personnel qui est en contact régulier avec les mères d'enfants en bas âge reçoit une formation spécifique sur les principes à observer en matière d'alimentation des nourrissons et des jeunes enfants, dans un contexte de situation d'urgence. (Voir les normes concernant les capacités en matière de ressources humaines).
- Dès le départ, chaque programme d'alimentation est assorti de critères clairement définis et acceptés quant à la façon dont le programme prendra fin.

#### Notes de référence

1. **Sources d'information** : les informations nécessaires pour vérifier l'application de cette norme peuvent être obtenues auprès de nombreuses sources, parmi lesquelles figurent : les données collectées dans le cadre du suivi du programme (y compris les données provenant d'autres secteurs que celui de la nutrition) ; les enquêtes anthropométriques ; les dossiers des centres nutritionnels (y compris les taux de couverture) ; les protocoles portant sur la formation du personnel (en particulier en matière de mesures anthropométriques) ; et/ou les propositions de projets.
2. **Preuve d'un changement dans le taux de prévalence** : il peut être difficile, lorsque le taux de malnutrition grave est peu élevé, de démontrer qu'un changement est intervenu dans l'indicateur du taux de malnutrition grave. En raison des marges d'incertitude existant à propos des estimations de prévalence, il pourrait s'avérer impossible de prouver l'existence d'un changement significatif sur le plan statistique.
3. **Conception des programmes** : à la différence de la malnutrition grave (voir la norme 2 du Soutien nutritionnel ciblé), on peut tenter de corriger la malnutrition modérée de plusieurs manières. La conception des programmes doit reposer sur une bonne compréhension de la complexité et de la dynamique de la situation nutritionnelle, ainsi que des facteurs qui en sont à l'origine et influent sur son cours.



4. **Surveillance** : la surveillance est un élément important de la collecte d'informations et du suivi de la situation. Les données recueillies doivent être analysées à la lumière des variations saisonnières et du profil des maladies ; elles doivent ensuite être utilisées pour permettre le lancement d'opérations appropriées dans le domaine de la nutrition et étayer d'autres programmes.
5. **Programmes d'alimentation d'appoint** : des programmes d'alimentation d'appoint peuvent être menés à court terme, avant que les conditions fixées par la norme minimale 1 concernant le Soutien nutritionnel général et la norme minimale 2 sur le Soutien nutritionnel ciblé soient réunies. Seul un bilan de la situation peut justifier la décision de mettre fin à un programme, mais si les autres normes sont respectées, un programme d'alimentation d'appoint ne doit pas durer plus de six mois.

## Norme 2 de soutien nutritionnel ciblé : malnutrition grave

La mortalité, la morbidité et les souffrances associées à une malnutrition grave sont réduites.

### Indicateurs clés

- Le pourcentage de personnes finissant un programme nutritionnel thérapeutique qui sont décédées est inférieur à 10 %.
- Le pourcentage de personnes finissant un programme nutritionnel thérapeutique qui se sont rétablies est supérieur à 75 %.
- Le pourcentage de personnes ne finissant pas un programme nutritionnel thérapeutique est inférieur à 15 %.
- Le gain pondéral moyen est égal ou supérieur à 8 grammes par kilo, par personne et par jour.
- Un soutien nutritionnel et des soins médicaux sont assurés aux personnes souffrant de malnutrition grave, en se conformant à des protocoles de soins thérapeutiques prouvés sur le plan clinique.
- Parmi les critères permettant de décider qu'un patient peut sortir d'un programme figurent des indices non anthropométriques tels que : bon appétit, absence de diarrhée, de fièvre, de parasitose ou de toute autre maladie non traitée et, enfin, pas de carences en micronutriments.

- La proportion entre le nombre d'agents nutritionnels et le nombre de patients est au moins de 1 pour 10.
- Tous les prestataires de soins qui s'occupent de personnes souffrant de malnutrition grave sont capables de les alimenter et de les soigner.

### Notes de référence

1. **Durée du programme** : le temps nécessaire pour atteindre les indicateurs d'un programme nutritionnel thérapeutique est de un à deux mois.
2. **Liens avec d'autres secteurs** : pour atteindre les indicateurs relatifs à la nutrition thérapeutique, il faut avoir atteint les indicateurs et les critères préconisés dans les autres secteurs (par exemple : existence, et bon fonctionnement, d'un système d'approvisionnement en eau et d'assainissement). Les informations nécessaires pour pouvoir déterminer si les critères sont remplis peuvent être tirées des dossiers tenus à jour dans les centres de nutrition thérapeutique ainsi que des rapports établis à l'issue des visites à domicile réalisées dans le cadre du suivi du programme.
3. **Couverture de nutrition thérapeutique** : le respect de cette norme, ainsi que de la norme 1 concernant le Soutien nutritionnel ciblé, aura un impact positif sur le taux de malnutrition grave au sein d'une population donnée, à condition de maintenir la couverture de nutrition thérapeutique à un niveau élevé. Aucun indicateur de taux de couverture n'a été stipulé, car cette mesure est fonction de nombreux facteurs propres au contexte. Personne ne peut être contraint d'avoir recours à tel ou tel service, mais des mesures peuvent être prises pour faciliter et encourager l'utilisation des services offerts. Quoi qu'il en soit, il faut se souvenir qu'un taux de couverture très faible (de moins de 30 à 40 %, par exemple) est habituellement le signe d'un programme mal conçu.
4. **Gain pondéral** : le chiffre de gain pondéral moyen, en fin de programme, est égal ou supérieur à 8 grammes par kilo, par personne et par jour et s'applique aux adultes et aux enfants qui bénéficient de soins thérapeutiques. Des taux similaires de gain pondéral peuvent être obtenus, chez les adultes comme chez les enfants qui suivent des régimes alimentaires similaires. Cet indicateur risque parfois de masquer des situations où, leur état ne s'améliorant pas, les patients ne sont pas autorisés à sortir du programme.
5. **Rétablissement** : la plupart des cas de malnutrition grave doivent se rétablir et être autorisés à sortir du programme après 30 à 40 jours

de soins thérapeutiques. Étant séropositives ou tuberculeuses, certaines personnes souffrant de malnutrition ne parviennent pas à récupérer. Ces cas doivent être documentés et un traitement ou des soins à long terme doivent être envisagés en concertation avec les responsables du programme médical.

6. *Voir aussi* le document de l'OMS (1998b).

### Norme 3 de soutien nutritionnel ciblé : carences en micronutriments

Les carences en micronutriments sont corrigées.

#### Indicateurs clés

- Il n'y a pas de cas de scorbut, pellagre ou bérubéri.
- Les taux de xérophtalmie ne sont pas assez élevés pour que l'on soit en présence d'un problème de santé publique (voir la norme 1 de Soutien nutritionnel général).
- Les taux de troubles dus à une carence en iode ne sont pas assez élevés pour que l'on soit en présence d'un problème de santé publique (voir norme 1 de Soutien nutritionnel général).
- Les personnes prises en charge dans le cadre des programmes d'alimentation bénéficient de protocoles d'appoint en micronutriments appropriés, tels que préconisés par l'OMS.
- Tous les cas cliniques de maladies de carence nutritionnelle qui se présentent dans les centres de soins médicaux sont traités en utilisant les protocoles recommandés par l'OMS en matière d'appoint en micronutriments.
- Tous les enfants âgés de moins de cinq ans souffrant d'une maladie diarrhéique qui se présentent dans les centres de soins médicaux reçoivent des suppléments de vitamine A. (Voir, à ce propos, les normes de lutte contre la rougeole, au chapitre 5).
- Tous les enfants âgés de moins de cinq ans atteints d'ankylostomiase qui se présentent dans les centres de soins médicaux, et qui ne souffrent pas de malnutrition grave, reçoivent des suppléments de fer parallèlement au traitement de leur parasitose.

- Des mesures sont prises pour pouvoir intervenir efficacement contre une éventuelle carence en micronutriments : recherche active des cas, dépistage et lancement de campagnes visant à sensibiliser la population à ce problème.

#### Notes de référence

1. **Sources d'information** : les informations qui permettent de mesurer les indicateurs peuvent provenir de différentes sources, notamment des dossiers des centres de santé, des registres du programme d'alimentation, des enquêtes nutritionnelles et des définitions de cas en rapport avec des maladies de carence.
2. **Panoplie d'options pour prévenir les carences en micronutriments** : voir norme 1 sur le Soutien nutritionnel général, note de référence 2.
3. **Définition des déficiences en micronutriments** : le dépistage de certaines carences en micronutriments (par exemple : carences en iode et en vitamine A) peut se faire par simple examen clinique. On peut ensuite intégrer ces indicateurs dans les systèmes de surveillance mis en place dans les secteurs de la santé ou de la nutrition, à condition que le personnel ait été bien formé pour garantir l'exactitude du diagnostic. Les autres carences en micronutriments ne peuvent pas être décelées sans examen biochimique (par exemple : anémie ferriprive). Pour ces raisons, dans les situations d'urgence, l'identification des cas de carences en micronutriments est difficile ; de fait, elle n'est souvent possible qu'en observant la manière dont les personnes qui se présentent auprès du personnel de santé réagissent à l'administration de suppléments.
4. **Suppléments pour les femmes enceintes et les mères allaitantes** : les femmes enceintes et les mères allaitantes devraient recevoir des suppléments quotidiens de fer et d'acide folique (60 mg de fer par jour avec 0,4 mg d'acide folique, dès que possible après le troisième mois de grossesse). L'administration de ces suppléments permet de lutter contre les anémies nutritionnelles et de prévenir des malformations de la moelle épinière chez le fœtus et le nourrisson. Dans les situations d'urgence, cependant, l'administration de suppléments nutritifs n'est pas sans problèmes. Il a en effet été démontré qu'il était très difficile d'obtenir que les femmes respectent, jour après jour, les protocoles de suppléments vitaminés. C'est une question que les travailleurs de la santé au niveau communautaire doivent résoudre.

## 4 Capacité en matière de ressources humaines et formation

Toutes les facettes de l'assistance humanitaire reposent sur les compétences, les connaissances et la motivation du personnel et des volontaires qui travaillent dans des conditions difficiles et souvent dangereuses. Ce qui est exigé de ces personnes peut être considérable et pour qu'elles puissent accomplir leurs tâches de manière à respecter les normes minimales, il est essentiel, d'une part, qu'elles disposent de l'expérience et de la formation convenables et, d'autre part, qu'elles soient correctement encadrées et soutenues par leur agence.

### Norme 1 de capacité : compétence

Les programmes de nutrition sont exécutés par du personnel qui, d'une part, possède les qualifications et l'expérience requises pour accomplir sa tâche et, d'autre part, est correctement encadré et soutenu.

#### Indicateurs clés

- Tout le personnel oeuvrant à un programme de nutrition est informé du but visé et des méthodes à suivre pour mener les activités qui lui ont été confiées.
- Les bilans, la conception des programmes et les décisions techniques essentielles sont confiées à du personnel possédant les qualifications techniques requises ainsi que l'expérience de situations d'urgence.
- Le personnel et les volontaires sont conscients des disparités entre les sexes qui existent dans la population concernée. Ils connaissent la marche à suivre pour signaler les cas d'agression sexuelle.

- Les responsables, tant les techniciens que les gestionnaires, ont accès à des moyens pouvant leur permettre d'étayer les décisions prises et d'en vérifier le bien-fondé.
- Les effectifs chargés d'évaluer l'état nutritionnel des personnes sont formés et supervisés régulièrement dans l'emploi des techniques requises (prise du poids, taille de la personne ou longueur du nourrisson, MUAC et utilisation des indices appropriés) pour les enfants, les adolescents et/ou les adultes.
- L'installation de nouveaux appareils (pour évaluer l'état nutritionnel, préparer les aliments, tester la qualité de la nourriture, etc.) s'accompagne de cours et d'essais pour apprendre à les faire fonctionner.
- Les effectifs du programme d'assistance alimentaire ont prouvé qu'ils sont capables d'expliquer à la population sinistrée les façons appropriées et sans danger de se servir et de préparer les aliments composés, lorsqu'ils sont inclus dans une ration globale.
- Les interventions alimentaires ciblées obéissent à des lignes directrices et à des protocoles consignés par écrit.
- Tous les effectifs participant au programme d'alimentation ciblée ont subi une formation complète et des tests approfondis sur l'application de ces protocoles.
- Le traitement de personnes souffrant de grave malnutrition est supervisé par un praticien médical qualifié et expérimenté ayant suivi une formation particulière dans ce domaine.
- Les agents de santé, de nutrition et/ou de vulgarisation qui ont des contacts avec des personnes souffrant de malnutrition modérée ou avec ceux qui s'occupent d'elles (à la maison, dans les centres d'alimentation thérapeutique, dans les dispensaires, etc.) ont prouvé qu'ils sont capables de prodiguer conseil et soutien, dans les cas appropriés.
- Les agents de santé ont prouvé qu'ils sont capables de conseiller les mères et leurs aides sur les pratiques d'alimentation appropriée des nourrissons et des jeunes enfants.
- Les agents de santé ont montré qu'ils étaient capables d'identifier correctement les grandes carences en micronutriments par voie d'examen clinique et/ou d'analyse biochimique, lorsqu'ils ont le matériel à disposition.



## Norme 2 de capacité : soutien

Les membres de la population sinistrée reçoivent le soutien requis pour s'adapter à leur nouvel environnement et utiliser, au mieux, l'assistance qui leur est fournie.

### Indicateurs clés

- Les prestataires de soins ont appris à s'occuper les personnes ayant souffert de malnutrition grave, une fois qu'elles récupèrent et réintègrent leur foyer.
- Les foyers sont informés sur les façons de préparer des aliments composés et leur contribution au régime alimentaire, en particulier pour les jeunes enfants
- Les mères et les nourrices qui peuvent être persuadées de reprendre l'allaitement au sein reçoivent régulièrement soutien, conseil et encouragement de la part de femmes expérimentées et formées.
- Les femmes enceintes et les mères de nouveaux-nés sont informées des avantages que présente l'allaitement au sein et reçoivent le soutien requis.
- Tous les membres de la population affectée par l'urgence savent à quelle distance, en quel lieu se trouvent les centres d'assistance et à quelles heures ils offrent leurs services.

## Norme 3 de capacité : capacités locales

Les capacités et les compétences locales sont mises à profit et rehaussées par le biais des programmes nutritionnels d'urgence.

### Indicateurs clés

- Les femmes et les hommes de la population affectée par une catastrophe sont associés à la planification, à la mise en oeuvre, au suivi et à l'évaluation des programmes de nutrition.
- Les effectifs comprennent l'importance de renforcer les capacités locales, aux fins d'en tirer des bénéfices à long terme.

- Les compétences des partenaires locaux et des institutions locales sont mises à profit et renforcées pendant le déroulement du programme d'assistance humanitaire.

### Notes de référence

1. **Voir** : ODI/People In Aid (1998). *Code of Best Practice in the Management and Support of Aid Personnel* (Code sur les meilleurs usages dans la gestion et le soutien du personnel d'aide).
2. **Effectifs** : le personnel et les volontaires doivent faire montre de compétences à la hauteur des tâches qui leur sont assignées. Ils doivent aussi connaître les éléments clés des conventions sur les droits de la personne humaine, le droit humanitaire international ainsi que les *principes directeurs sur le déplacement des personnes à l'intérieur de leur pays* (voir la Charte humanitaire).

La formation et le soutien dont le personnel bénéficie dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence jouent un rôle important – c'est ainsi que des effectifs qualifiés sont à disposition et peuvent offrir des services de qualité. Etant donné que, dans de nombreux pays, la préparation aux situations d'urgence ne peut pas être organisée, les agences humanitaires doivent s'assurer que du personnel qualifié et compétent est recruté et qu'il bénéficie d'une préparation appropriée avant d'être affecté dans un contexte d'urgence.

Avant de détacher effectifs permanents et volontaires, les agences doivent veiller à équilibrer la composition hommes et femmes de leurs équipes d'urgence.

# Appendice 1

## Définitions

### (Access) - Accès

Ce mot qualifie la disponibilité de quantités suffisantes de denrées alimentaires (par exemple, grâce à la production, aux marchés, à la cueillette, à des dons, etc.) ainsi que la possibilité, pour la population, de les acquérir (grâce à son propre travail ou moyennant leur achat, leur échange, etc.). L'accès est l'un des éléments clés du concept de sécurité alimentaire (défini ci-dessous) et il doit tenir compte du rythme des saisons et des mécanismes d'approvisionnement.

### (ACC/SCN) - CAC

United Nations Administrative Committee on Coordination / Subcommittee on Nutrition.

Comité administratif de coordination des Nations Unies/ Sous-commission sur la nutrition.

### (BMIBody Mass Index)

– **Indice de masse corporelle** :  $\frac{\text{poids (g)}}{\text{taille (m)}^2}$  (indicateur nutritionnel pour les adultes)

### (Default from a therapeutic feeding programme) – Abandon d'un programme d'alimentation thérapeutique

Lorsqu'une personne n'a pas participé au programme alimentaire pendant plus de 48 heures.

### (Exits from a feeding programme) – Sortie d'un programme d'alimentation

Les personnes sorties d'un programme sont celles qui ne sont plus enregistrées. Il s'agit de celles qui ont abandonné le programme, qui se sont rétablies, qui ont été transférées à un autre programme ou, enfin, qui sont décédées.

### (Food security) – Sécurité alimentaire

La définition de la Banque mondiale a été retenue en l'occurrence, soit : accès de tous, à tout moment, à une nourriture suffisante pour mener une vie active et saine.

## (IU) – Unité internationale

L'unité internationale (UI) mesure la vitamine A de la manière suivante : 1 UI = 0,3 mg d'équivalent de rétinol.

## Malnutrition

La malnutrition se traduit par un marasme (maigreur) et, ou un œdème nutritionnel. Les carences en micronutriments sont aussi des formes de malnutrition, mais elles sont traitées à part. Le retard de développement est aussi une expression de la malnutrition ; toutefois, au sein d'une population affectée par une catastrophe, il est le signe de problèmes nutritionnels à plus long terme qui ont précédé la catastrophe. La correction du marasme et de l'œdème réduit le risque de mortalité. C'est pourquoi les normes concernant la nutrition ne s'appliquent qu'aux activités qui visent à corriger le marasme et l'œdème (ainsi que les carences en micronutriments).

### Définitions de la malnutrition

	Malnutrition totale	Malnutrition modérée	Malnutrition grave
Enfants âgés de 6,0 à 59,9 mois	<ul style="list-style-type: none"> <li>● &lt;-2Z indices WFH ou</li> <li>● 80% valeur médiane WFH ou</li> <li>● &lt;12,5 cm MUAC +/- ou</li> <li>● œdème nutritionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● -3 à &lt;-2Z indices WFH ou</li> <li>● 70% à &lt;80% valeur médiane WFH ou</li> <li>● 11,0 à &lt;12,5 cm MUAC</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● &lt;-3Z indices WFH ou</li> <li>● &lt;70% valeur médiane WFH ou</li> <li>● &lt;11,0 cm MUAC +/- ou</li> <li>● œdème nutritionnel</li> </ul>
Enfants âgés de 5 à 9,9 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>● &lt;-2Z indices WFH ou</li> <li>● &lt;80% valeur médiane WFH +/- or</li> <li>● œdème nutritionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● -3Z à &lt;-2Z indices WFH ou</li> <li>● 70% à &lt;80% valeur médiane WFH</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● &lt;-3Z indices WFH ou</li> <li>● &lt;70% valeur médiane WFH +/- ou</li> <li>● œdème nutritionnel</li> </ul>
Adultes âgés de 20,0 à 59,9 ans	<ul style="list-style-type: none"> <li>● BMI &lt;17 +/- ou</li> <li>● œdème nutritionnel</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>● 16 à &lt; 17 BMI</li> </ul>	voir problèmes clés ci-après

## Enfants

### Notes de référence :

L'indicateur "rapport poids/taille" utilise les données de référence du NCHS/CDC d'Atlanta.

L'indicateur MUAC est l'un des meilleurs moyens de prédire un risque de décès, du fait qu'il concerne les plus jeunes enfants. Cet indicateur est souvent utilisé lors du triage pour dépister ceux qui courent le plus grand risque.

Le rapport poids/taille est l'indicateur le plus communément utilisé pour évaluer la gravité d'un problème nutritionnel. Il constitue l'outil privilégié des évaluations et des enquêtes nutritionnelles.

### Problème clé

Il n'existe pas de seuils anthropométriques généralement acceptés pour définir la malnutrition chez les enfants de moins de six mois, hormis la présence d'un œdème nutritionnel. Les données de référence du NCHS/CDC concernant la croissance ne sont pas utiles car elles sont établies à partir d'une population de nourrissons ayant reçu une alimentation artificielle — le taux de croissance des enfants nourris au sein est différent. Il est donc important d'évaluer les pratiques en matière d'alimentation des nourrissons, en particulier l'accès au lait maternel, ainsi que les implications sur le plan du Soutien aux mères allaitantes, de manière à pouvoir établir si la malnutrition, dans cette tranche d'âge, constitue un problème potentiel.

## Adolescents

### Problèmes clés :

Il n'existe aucune définition claire, éprouvée et généralement acceptée de la malnutrition chez les adolescents (définis par l'OMS comme appartenant à la tranche d'âge des 10,0 à 19,9 ans). Parmi les indicateurs utilisés actuellement figurent ce qui suit.

L'indice de masse corporelle (IMC) par rapport à l'âge peut s'appliquer aux contextes où le retard de croissance est prévalent et l'âge difficile à déterminer. En ce cas, l'indice de masse corporelle par rapport à la taille pourrait être utilisé. Des seuils provisoires sont donnés ci-dessous pour chacun de ces indicateurs. Les indicateurs de maturation (plus spécifiquement la menstruation chez les filles et la mue de la voix chez les garçons) améliorent l'interprétation des données de référence concernant l'IMC car les poussées maximales

de croissance chez les adolescents interviennent avant ces étapes majeures. Toutefois, les seuils de l'IMC N'ONT PAS encore été validés et il convient de les utiliser avec prudence. Il est impératif que toute évaluation de l'état nutritionnel d'un adolescent aille de pair avec une évaluation clinique.

### Définitions provisoires de la malnutrition chez les adolescents<sup>1</sup>

Malnutrition totale	Malnutrition modérée	Malnutrition grave
<-2Z indices IMC / âge ou <-2Z indices IMC / taille +/- ou œdème nutritionnel	-3 à <-2Z indices IMC / âge ou -3 à <-2Z indices IMC / taille	<-3Z indices IMC / âge ou <-3Z indices IMC / taille +/- ou œdème nutritionnel

Ces indicateurs utilisent les références du NCHS/CDC.

Il est aussi possible d'évaluer les adolescents en considérant le stade de maturation (et non pas leur âge ou leur taille), ce qui permet d'utiliser les schémas locaux de maturation et de se passer, par conséquent, des données de référence. Toutefois, ce type d'évaluation est encore au stade de concept et exige davantage de recherches avant de pouvoir être validé.

## Adultes

### Notes de référence :

Toute évaluation de malnutrition grave chez les adultes devrait toujours aller de pair avec un examen clinique car, comme dans le cas des enfants, la malnutrition associée à une infection entraîne des risques de décès accrus.

### Problèmes clés :

Les seuils utilisés pour évaluer la malnutrition chez les adultes sont des indicateurs d'un déficit chronique d'énergie. Il n'existe pas de seuils généralement acceptés pour la malnutrition à évolution rapide chez les adultes ; il apparaît cependant que les seuils de malnutrition grave pourraient se situer au-dessous d'un IMC de 16. Le seuil doit permettre d'établir une distinction entre les individus qui ont besoin d'une alimentation spécialisée pour pouvoir récupérer (c'est-à-dire les individus souffrant d'une malnutrition grave à évolution rapide) et les autres personnes (souffrant d'un déficit chronique d'énergie). Cela doit être vérifié. En outre, un seuil universel pour l'IMC n'a qu'une

application limitée étant donné les grandes variations observées au niveau de l'IMC entre les populations, indépendamment de leur état nutritionnel. Des facteurs de pondération devraient corriger ces variations.

L'utilisation de l'IMC en tant que moyen de dépistage présente également des dangers étant donné qu'il existe d'importantes variations d'IMC au sein d'une même population en raison, non pas de l'état nutritionnel, mais de la corpulence des individus. Par conséquent, les adultes devraient aussi être évalués à l'aide du tour de l'avant-bras et des seuils appropriés devraient être définis.

Le tour de l'avant-bras peut également être utilisé pour le dépistage de la malnutrition chez les femmes enceintes (par exemple, en tant que critère d'entrée dans un programme nutritionnel). Comme les femmes enceintes ont des besoins nutritionnels supplémentaires, elles peuvent se trouver plus exposées à la malnutrition que d'autres groupes de la population (voir la norme 2 d'analyse, dans Nutrition). Le tour de l'avant-bras ne se modifie pas de manière significative au cours de la grossesse. Il est apparu qu'un tour de l'avant-bras <20,7 cm (risque grave) et <23 cm (risque modéré) s'accompagne d'un risque de retard de la croissance du fœtus.<sup>2</sup> Ce risque est susceptible de varier selon les populations.

## Personnes âgées

### Problème clé :

Il n'existe, à ce jour, aucun critère généralement accepté pour définir la malnutrition chez les personnes âgées ; pourtant, ce groupe peut être exposé à la malnutrition dans les situations d'urgence. L'OMS suggère que les seuils de l'IMC définis pour les adultes conviennent aux personnes âgées de 60 à 69 ans. La prise de mesures exacte est problématique en raison de la courbure de la colonne vertébrale (dos voûté) et de la compression des vertèbres. Plutôt que la taille, on peut mesurer la distance entre l'extrémité du majeur de la main gauche et l'extrémité du majeur de la main droite lorsque les deux bras sont écartés ; le facteur de multiplication pour calculer ensuite la taille varie cependant selon la population. L'IMC pourrait être utilisé pour les personnes âgées qui peuvent se tenir bien droites. Le tour de l'avant-bras peut être un outil utile pour mesurer la malnutrition chez les personnes âgées, mais la recherche de seuils appropriés est actuellement en cours.

## (Mean weight gain) Gain de poids moyen (g/kg/j)

Il se calcule de la manière suivante : (poids à la sortie du programme (g) moins poids le plus bas enregistré pendant la récupération (g)) : (poids le plus bas enregistré pendant la récupération (kg)) x nombre de jours écoulés entre l'enregistrement du poids le plus bas et la sortie du programme.

## (MUAC, Mid Upper Arm Circumference) – Circonférence brachiale

Tour de l'avant-bras ou circonférence brachiale .

## NCHS/CDC

National Center for Health Statistics / Centers for Disease Control - Centres pour le contrôle et la prévention des maladies, Atlanta, États-Unis 1975

## (Nutritional oedema) - Oedème nutritionnel

Oedème bilatéral, symétrique qui ne peut pas être imputé à un arrêt cardiaque, à une protéinurie flagrante, à une insuffisance rénale ou cardiaque, à une maladie du foie ou à une pré-éclampsie.

## (Proportion of exits defaulted) - Proportion d'abandons parmi les sorties de programme

$$\frac{\text{nombre d'abandons dans le programme}}{\text{nombre de sorties}} \times 100\%$$

## (Proportion of exits died) - Proportion de décès parmi les sorties de programme

$$\frac{\text{nombre de décès dans le programme}}{\text{nombre de sorties}} \times 100\%$$

## (Proportion of exits recovered) - Proportion de guérisons parmi les sorties de programme

$$\frac{\text{nombre de personnes ayant terminé le traitement avec succès}}{\text{nombre de sorties}} \times 100\%$$

## (Recovered) - Guérisons

Pour qu'un individu soit considéré comme ayant récupéré d'une malnutrition grave, il doit ne plus souffrir d'aucune complication médicale et être parvenu à un gain de poids suffisant — et l'avoir conservé pendant, par exemple, la période séparant deux pesées. Les seuils concernant le gain de poids (en tant qu'indicateur nutritionnel)

au moment où l'individu sort du programme varient, premièrement, selon que le patient est ou non transféré à un autre programme d'alimentation pour personnes atteintes de malnutrition modérée (le terme 'guérison' s'applique donc ici aux individus transférés aux programmes d'alimentation d'appoint) ; deuxièmement, selon le type de programme ; et, troisièmement, selon la nature du problème nutritionnel. Les protocoles en vigueur suggèrent des critères appropriés permettant d'établir quand un patient n'a plus besoin de soins thérapeutiques. Ces critères doivent être strictement respectés, afin d'éviter tout risque lié à une sortie prématurée du programme. De la même façon, des protocoles définissent les limites de la durée moyenne de l'alimentation thérapeutique des patients, de façon à éviter des périodes de récupération trop longues (par exemple, 30 à 40 jours correspondent à une durée moyenne type).

### (Social and care environment) - Environnement social et soins

Il s'agit du temps, de l'attention et du soutien accordés, au sein du foyer et de la communauté, aux membres du foyer pour répondre à leurs besoins physiques, mentaux et sociaux.<sup>3</sup> Les normes sociales et les mécanismes d'entraide sont des éléments importants à prendre en compte lorsque l'on considère le rôle potentiel et l'impact de certains individus en tant que "prestataires de soins" au sein du foyer. Il existe six types d'activités assumées par les "prestataires de soins" : 1) soins aux femmes; 2) allaitement et alimentation des nourrissons; 3) stimulation des enfants et des adolescents et soutien apporté à leur développement; 4) préparation et conservation des aliments; 5) pratiques en matière d'hygiène; et 6) santé familiale.

### (WFH, Weight For Height) - Rapport poids/taille

Le rapport poids/taille est un indicateur nutritionnel utilisé pour les enfants. Les enfants de moins de 85 cm (ou de moins de deux ans) sont mesurés couchés, et non debout.

## Notes

1. OMS (1997, projet), *The Management of Nutrition in Major Emergencies*. (Gestion de la nutrition dans les urgences de grande envergure) Organisation mondiale de la Santé. Genève.
2. OMS (1995), Physical Status : *The Use and Interpretation of Anthropometry*. (Utilisation et interprétation de l'anthropométrie). Organisation mondiale de la Santé. Genève.
3. Basé sur des définitions de l'UNICEF (1997a).

# Appendice 2

## Besoins nutritionnels

Les chiffres suivants peuvent servir à des fins de planification pendant la première phase d'une situation d'urgence :

Nutriment	Besoins médians de la population
Energie	2,100 Kcal
Protéines	10 à 12 % de l'énergie totale ( 52-63g), mais < 15 %
Matières grasses	17 % de l'énergie totale (40g)
Vitamine A	1,666 UI (ou 0,5mg équivalent de rétinol)
Thiamine (B1)	0,9mg (ou 0,4mg pour 1.000 calories)
Riboflavine (B2)	1,4mg (ou 0,6mg pour 1.000 calories)
Niacine (B3)	12,0mg (ou 6,6mg pour 1.000 calories)
Vitamine C	28,0 mg
Vitamine D	3,2 – 3,8 µg calciférol
Fer	22 mg (faible biodisponibilité, entre 5 à 9 %)
Iode	150 µg

Adapté de : OMS (1997, projet) et PAM/HCR (décembre 1997).



## Appendice 3

### Valeurs provisoires de densités de nutriments

En l'absence de besoins établis pour l'ensemble d'une population, les densités minimales suivantes de nutriments essentiels sont indiquées, à titre provisoire, à des fins de planification.

La "densité souhaitable" concerne une population de réfugiés. Le "seuil inférieur" est indiqué en tant que valeur minimum en dessous de laquelle la densité en nutriments de l'ensemble du régime alimentaire ne devrait pas tomber.

Minéraux : toutes les valeurs sont exprimées pour 100Kcal

	Unité	Densité souhaitable de nutriment	Densité de seuil inférieur
Minéraux ; les valeurs données sont pour 100 kcal			
POTASSIUM (K)	mg	190	74
SODIUM (Na)	mg	60	26
MAGNESIUM (Mg)	mg	30	10
CALCIUM (Ca)	mg	84	28
PHOSPHORE (P)	mg	70	21
ZINC (Zn)	mg	0,9	0,4
CUIVRE (Cu)	µg	95	28
SELENIUM (Se)	µg	3,6	1,85
MANGANESE (Mn)	µmol	0,3	
CHROME (Cr)	nmol	2	
MOLYBDENE(Mo)	nmol	5	
FLUORINE (F)	µmol	<1	

Source : Golden M H N, Briend A, Grellety Y (1995). *Report of meeting on supplementary feeding programmes with particular reference to refugee populations*. European Journal of Clinical Nutrition. (Compte rendu de la réunion sur les programmes d'alimentation d'appoint concernant, en particulier, les populations de réfugiés. Journal européen de nutrition clinique) No 49. p. 137-145.

## Appendice 4

### Bibliographie choisie

FAO/OMS (années mélangées). *Programmes conjoint FAO/OMS sur les normes alimentaires. Commission du Codex Alimentarius*. Volumes 1 à 14. Pour plus d'informations, consulter le site [codex@FAO.org](mailto:codex@FAO.org).

Jaspars, S and Yorng, H (1995). Good Practice Review 3 : General Food Distribution in Emergencies: from Nutritional Needs to Political Priorities. (*Analyse 3 des bons usages : modalités générales de distribution des aliments en cas d'urgence : des besoins nutritionnels aux priorités politiques*). Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

MSF (1995), *Lignes directrices de nutrition*. Médecins Sans Frontières. Paris.

Overseas Development Institute/People In Aid (1998). People In Aid : Code of Best Practice in the Management and Support of Aid Personnel. (*Code sur les meilleurs usages dans la gestion et le soutien du personnel d'aide*) ODI/People In Aid. Londres.

Oxfam (1997, avant. projet) : Food Security: an Oxfam Perspective. Theory and Practice of Assessment and Analysis in Emergencies. (*Sécurité alimentaire : la perspective d'Oxfam. Théorie et pratique de l'évaluation et des analyses en situation d'urgence*). Oxfam. Oxford

Save the Children (1995). Toolkits. A Practical Guide to Assessment, Monitoring, Review and Evaluation. Development Manual 5. (*Trousse d'outils pédagogiques. Guide pratique d'évaluation. Suivi. Analyse et bilan. Manuel de développement 5*). Save the Children Fund (UK). Londres.

Shoham J (1994). Good Practice Review 2 : Emergency Supplementary Feeding Programmes. (*Analyse 2 des bons usages : programmes d'alimentation d'appoint en cas d'urgence*) Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

Sommer, A (1995). Vitamin A Deficiency and its Consequences : a Field Guide to Detection and Control. (*Carence en vitamine A et conséquences: guide pratique pour la repérer et y remédier*) Organisation Mondiale de la Santé. Genève.

UNHCR/WFP (1999). Guidelines for Selective Feeding Programmes in Emergency Situations. United Nations High Commissioner for Refugees. (*HCR/PAM Principes directeurs pour les programmes sélectifs d'alimentation en situation d'urgence. Haut Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés*). Genève.

UNICEF (1997a). The Care Initiative. Assessment Analysis and Action to Improve Care for Nutrition. Nutrition Section. United Nations Children's Fund. (*Initiative Care. Analyse de bilan et mesures en vue d'améliorer les soins nutritionnels, division de la nutrition, Fond des Nations unies pour l'Enfance*). New York.

UNICEF (1997b). Progress of nations (*Progrès des nations*).

Walker, D J (ed) (1992). Food Storage Manual. (*Manuel sur le stockage des aliments*). World Food Programme/Natural Resources Institute. ISBN 0 85954 3137.

WCRWC/UNICEF (1998). The Gender Dimensions of Internal Displacement. Women's Commission for Refugee Women and Children. New York. (*Dimensions en rapport avec les disparités entre les sexes en matière de déplacement dans un même pays*). Commission des femmes sur les femmes et les enfants réfugiés).

Weatherall, DJ, Ledington, JGG, Warrell, DA, (eds) (1996). Oxford Textbook of Medicine. (*Manuel de médecine d'Oxford, 3<sup>ème</sup> édition*). Oxford University Press. Oxford. Voir la partie sur la malnutrition grave. P. 1278-1296.

WFP/UNHCR (décembre 1997). Joint PAM/UNHCR Guidelines for Estimating Food and Nutritional Needs in Emergencies. (*Lignes directrices conjointes PAM/HCR pour estimer les besoins alimentaires et nutritionnels en cas d'urgence*). Rome/Genève.

WFP/UNHCR (March 1997). Memorandum of Understanding on the Joint Working Arrangements for Refugee, Returnee and Internally Displaced persons Feeding Programmes. (*Protocole d'accord sur les arrangements de travail conjoint régissant les programmes d'alimentation destinés aux réfugiés, aux personnes de retour, ou déplacées au sein de leur pays*). Programme alimentaire mondial. Rome.

WFP/UNICEF (février 1998) : Memorandum of Understanding between World Food Programme (WFP) and United Nations Children's Fund (UNICEF). (*Protocole d'accord entre le PAM et UNICEF*). New York.

WHO (1998a). Complementary Feeding of Young Children in Developing Countries : A Review of Current Scientific Knowledge. (*OMS. Alimentation d'appoint des jeunes enfants dans les pays en développement : analyse des connaissances scientifiques actuelles*). UNICEF. University of California Davis. WHO and ORSTROM. Organisation mondiale de la santé. Genève.

WHO (1981). International Code of Marketing of Breastmilk Substitutes. (*OMS, code international de marketing pour les substituts au lait maternel*). Organisation mondiale de la santé. Genève.

WHO (1995). Physical Status : The Use and Interpretation of Anthropometry. Report of a WHO Expert Committee. WHO Technical Report Series 854. (*Etat physique : utilisation et interprétation de l'anthropométrie. Rapport d'un comité d'experts de l'OMS. Rapport technique de l'OMS, série 854*). Organisation mondiale de la santé. Genève.

WHO (1997, projet). The Management of Malnutrition in Major Emergencies. World Health Organisation. (*Gestion de la malnutrition en cas d'urgence de grande envergure. Organisation mondiale de la santé*). Genève. Il s'agit d'une mise à jour d'une publication antérieure de l'OMS intitulée : The Management of Nutritional Emergencies in Large Populations. (*Gestion des urgences nutritionnelles au sein de vastes populations*). De Ville de Goyet, C, Seaman, J, and Geijer, U (1978). Organisation mondiale de la santé. Genève.

WHO (1996). Trace Elements in Human Nutrition and Health. (*Oligo-éléments requis pour la nutrition et le maintien de la santé chez l'être humain*). Organisation mondiale de la santé. Genève.

WHO (1997). Vitamin A Supplements : A guide to their use in the treatment and prevention of vitamin A deficiency and xerophthalmia. Second Edition. WHO/UNICEF/IVACG Task Force. (*Suppléments de vitamine A : posologies indicatives pour traiter et prévenir la carence en vitamine A et la xérophtalmie. Deuxième édition. Comité de coordination OMS/UNICEF/IVAZCG*).

Young, H (1992). Food Scarcity and Famine : Assessment and Response. Oxfam Practical Health Guide No 7. (*Rareté des aliments et famine : bilan et riposte*. Guide no 7 de santé pratique publié par Oxfam). Oxfam. Oxford.

### Autres sources d'informations

"Nutcalc" est un ensemble de programmes simples, développés (sur MS DOS) par Action contre la faim (ACF) pour faciliter l'analyse des rations alimentaires.



**Normes minimales  
à respecter dans le  
domaine de l'aide  
alimentaire**

# *Normes minimales à respecter dans le domaine de l'aide alimentaire*

## Table des matières

Introduction . . . . .	131
1. Analyse . . . . .	135
2. Besoins . . . . .	146
3. Ciblage . . . . .	150
4. Gestion des ressources . . . . .	152
5. Logistique . . . . .	155
6. Distribution . . . . .	159
7. Capacités en matière de ressources humaines et formation . . . . .	163
Appendice 1 : autres problèmes clés . . . . .	166
Appendice 2 : bibliographie choisie . . . . .	169

*Pour le glossaire de termes généraux et la définition des sigles, voir les annexes 1 et 2 en fin d'ouvrage.*

# *Normes minimales dans le domaine de l'aide alimentaire*

## *Introduction*

Les normes minimales à respecter dans le secteur de l'aide alimentaire sont une expression concrète des principes et des droits qu'incarne la Charte humanitaire. Cette Charte vise à satisfaire les besoins les plus fondamentaux aux fins de sauvegarder la vie et la dignité des personnes affectées par une catastrophe ou un conflit, ainsi qu'ils apparaissent dans le corps de textes internationaux relatifs aux droits de la personne humaine, au droit humanitaire et au droit des réfugiés. C'est sur cette base que les agences offrent leurs services. Elles s'engagent à agir conformément aux principes d'humanité, d'impartialité et autres obligations énoncées dans le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe. La Charte humanitaire réaffirme l'importance primordiale de trois principes clés :

- le droit de vivre dans la dignité,
- la distinction entre combattants et non-combattants,
- le principe du non-refoulement.

Les normes minimales relèvent de deux grandes catégories : la première concerne directement le droit des personnes ; la deuxième, les démarches entreprises par les agences pour veiller à ce que les personnes bénéficient de ces droits. Certaines des normes minimales chevauchent ces deux catégories.



## 1 Importance de l'approvisionnement alimentaire dans les situations d'urgence

Pour préserver sa santé et son bien-être, chaque être humain doit avoir accès à une quantité suffisante de denrées alimentaires de qualité satisfaisante. Si, à la suite d'une catastrophe, une communauté se trouve privée des moyens dont elle dispose habituellement pour se nourrir, il peut être nécessaire d'intervenir dans le secteur de l'aide alimentaire. Les populations qui n'ont pas accès à des quantités suffisantes de nourriture ont tendance, pour assurer leur survie, à adopter des stratégies à court terme — comme la liquidation du patrimoine familial — qui risquent de les précipiter dans la misère et la maladie ou d'avoir, à long terme, diverses conséquences négatives. En contribuant à renforcer l'autosuffisance des bénéficiaires de l'assistance et à leur permettre de retrouver les capacités qui les aideront à surmonter de nouvelles épreuves, l'aide alimentaire peut donc représenter un mécanisme d'importance cruciale.

Si les vivres manquent, les autres interventions humanitaires risquent d'être moins efficaces. Les cas de malnutrition risquent de se multiplier, même s'il existe des programmes de soutien nutritionnel ; les interventions dans le domaine de la santé ne peuvent suffire, à elles seules, à empêcher l'apparition de maladies, qui seront elles-mêmes encore aggravées par un apport nutritionnel insuffisant et, enfin, même s'ils disposent d'installations sanitaires adéquates, les bénéficiaires de l'assistance resteront sensibles aux risques de maladie en raison de l'affaiblissement de leur système immunitaire et de la diminution de leurs réserves corporelles.

Le but des programmes d'aide alimentaire consiste à :

- aider la population affectée par une catastrophe à rester en vie, en lui assurant la disponibilité des denrées alimentaires, ainsi qu'un approvisionnement adéquat. (Voir aussi, au chapitre 2, les normes minimales concernant la nutrition).
- fournir des ressources alimentaires suffisantes pour éliminer le recours à des stratégies de survie, susceptibles d'avoir des conséquences négatives à long terme sur le plan de la dignité humaine, de la viabilité des ménages, de la sécurité des moyens de subsistance et de la protection de l'environnement.
- permettre, à court terme et au profit des bénéficiaires de l'assistance, un transfert ou une substitution de ressources, chaque ménage pouvant ainsi investir ses ressources dans des activités favorisant le rétablissement et le développement à long terme.

## 2 Se repérer à l'intérieur de ce chapitre

Ce chapitre est divisé en sept parties, chacune incluant ce qui suit :

- **les normes minimales** : ce sont les chiffres minimum à atteindre dans chaque domaine,
- **les indicateurs clés** : ce sont des 'signaux' qui permettent d'établir si l'on a, ou non, respecté la norme. Ils constituent un moyen de mesurer – et de faire connaître – à la fois l'impact réel (ou le résultat) des programmes ainsi que le processus (ou les méthodes) mis en oeuvre ; ils peuvent être qualitatifs ou quantitatifs,
- **les notes de référence** : ce sont des points précis à prendre en compte pour appliquer la norme dans différentes situations, surmonter des difficultés d'ordre pratique et traiter des questions prioritaires. Elles peuvent inclure des questions primordiales en rapport avec la norme ou les indicateurs, énoncer des dilemmes, des controverses ou des lacunes dans les connaissances du moment. Remédier à ces insuffisances est un moyen d'améliorer, à l'avenir, les normes minimales en matière d'aide alimentaire.

L'appendice 1 met en exergue des problèmes clés supplémentaires et l'appendice 2 présente une bibliographie choisie.

Ces normes ont été élaborées et organisées dans un ordre délibéré. La première partie porte sur l'analyse du problème et sur la participation des personnes affectées par la catastrophe. Les autres parties (besoins, ciblage, gestion des ressources, logistique et distribution) suivent une progression logique et couvrent les grands volets d'un programme d'aide alimentaire. La partie 7 s'applique à tous les travaux et traite de questions liées aux capacités humaines pour pouvoir mener à bien des programmes d'aide alimentaire probants.

Dans les cas pertinents, nous faisons référence aux normes techniques applicables dans d'autres secteurs. L'intention est de souligner de quelle manière les travaux menés dans un secteur sont étroitement liés à ceux effectués dans d'autres domaines et que les progrès dans un secteur sont tributaires de l'avancée dans d'autres.

En particulier, il existe des liens étroits entre les normes concernant l'aide alimentaire et les normes à respecter en matière de nutrition. Des chevauchements existent entre ces deux secteurs quant au type d'informations exigées pour effectuer une évaluation initiale de la

situation et définir les nécessités. Il y a aussi point commun puisqu'il s'agit de définir les besoins nutritionnels (et donc alimentaires).

Si ces secteurs font l'objet de chapitres séparés, c'est pour trois raisons. Premièrement, en situation d'urgence, nutrition veut dire davantage que décisions au sujet des besoins en matière d'aide alimentaire. Deuxièmement, les programmes de secours alimentaire ont leurs propres impératifs en termes de procédures financières et de logistique. Si ces deux secteurs avaient été présentés ensemble, le chapitre aurait été trop long et trop vaste. Troisièmement, la nutrition est liée à des questions plus larges de sécurité alimentaire et ne peut être cantonnée au sujet de l'aide. L'aide alimentaire pourrait être un volet de l'intervention visant à assurer la sécurité de l'approvisionnement en nourriture et d'autres normes s'imposent pour traiter ce domaine.

## Les normes minimales

### 1 Analyse

Les programmes qui permettent de répondre aux besoins de la population affectée par une catastrophe doivent reposer sur une bonne compréhension de la situation, notamment des facteurs politiques et sécuritaires ainsi que des développements susceptibles de se produire. La population sinistrée, les agences, les donateurs et les autorités locales ont besoin de savoir que les interventions sont appropriées et efficaces. L'analyse des effets de la catastrophe, de son impact sur les facteurs influant sur l'état nutritionnel, et, en définitive, des répercussions du programme proprement dit, est donc cruciale. Faute d'appréhender et de comprendre le problème correctement, il sera difficile, voire impossible, de réagir comme il se doit.

L'analyse devant établir la nécessité de fournir une aide alimentaire à une population affectée par une catastrophe présente des difficultés particulières. La catastrophe peut avoir directement restreint l'accès des personnes aux denrées alimentaires, en ayant affecté soit la production, soit les réserves de vivres de chaque ménage ; elle peut aussi indirectement restreindre l'approvisionnement alimentaire en empêchant, par exemple, la population de se rendre au marché. Dans certaines situations, l'aide alimentaire peut n'être que l'une des nombreuses façons de permettre à la population de s'approvisionner à nouveau en produits alimentaires — les travaux de réparation des routes après un séisme, ou la vente de denrées alimentaires pour stabiliser les prix sur le marché figurent parmi les autres façons d'atteindre cet objectif.

À l'exception du cas spécifique des déplacements de population (les personnes n'ayant probablement alors aucun accès direct aux denrées alimentaires), la population affectée par une catastrophe est souvent en mesure de trouver dans ses propres ressources une partie des vivres dont elle a besoin. Il n'existe, sur le plan pratique, aucune façon de procéder à une évaluation technique en établissant précisément, au sein d'une population donnée, une distinction entre les différents besoins des

ménages en matière d'aide alimentaire. Il est, par conséquent, impossible de déterminer exactement les besoins d'une population dans ce domaine, sauf lorsque les bénéficiaires de l'assistance ne survivent que grâce à l'aide alimentaire, dont ils dépendent entièrement. Quoi qu'il en soit, il convient d'établir une estimation des besoins de la population et de s'accorder sur ce chiffre. Il existe également des limites d'ordre pratique qui empêchent de cibler précisément l'aide alimentaire afin d'atteindre les personnes les plus démunies. Il est important de tenir compte de ces difficultés lorsque l'on utilise les normes relatives à l'analyse de la situation.

Ces normes doivent être appliquées non seulement avant le lancement du programme, mais aussi tout au long de son cycle. L'analyse débute immédiatement par une évaluation initiale qui mesure l'impact de la catastrophe et vise à établir, d'une part, si une intervention est nécessaire et, d'autre part, la forme que celle-ci devra revêtir, le cas échéant. Elle se poursuit au travers des activités de suivi qui doivent permettre de définir dans quelle mesure le programme répond aux besoins et de déterminer si des changements doivent être apportés. Enfin, l'évaluation finale vise à établir l'efficacité globale du programme et à tirer des enseignements pour l'avenir.

Les techniques qui permettent d'évaluer les besoins alimentaires lors d'une catastrophe sont limitées. La mise en commun des informations et des connaissances entre tous ceux qui prennent part à l'action d'assistance revêt donc une importance fondamentale, si l'on veut comprendre pleinement le problème et coordonner l'assistance. Le fait de documenter la démarche adoptée et de diffuser les informations tirées du processus d'analyse contribue à faire largement comprendre l'impact des catastrophes, notamment sur le plan de la santé publique. Cela facilite, en outre, l'élaboration de mesures plus efficaces en matière de prévention, ainsi que la définition de stratégies visant à atténuer les effets des catastrophes.

## Norme 1 d'analyse : évaluation initiale

Avant de prendre toute décision concernant un programme, les agences démontrent qu'elles comprennent les conditions de base qui provoquent un risque d'insécurité alimentaire et la nécessité d'aide dans ce secteur.

### Indicateurs clés

- Des effectifs dûment expérimentés dressent, sans tarder, une évaluation initiale, compte tenu de procédures internationalement reconnues.

- Le bilan est mené en coopération avec une équipe multisectorielle (eau et assainissement, nutrition, aide alimentaire, abris et services médicaux), les autorités locales, les femmes et les hommes de la population touchée ainsi qu'avec les agences humanitaires qui prévoient d'intervenir.
- L'information est rassemblée et présentée avec le souci de faciliter la prise de décisions de manière transparente et cohérente.
- Les données sont ventilées selon le sexe et la tranche d'âge.
- L'information rassemblée doit porter notamment sur ce qui suit:

L'ampleur et la nature de tout déplacement de population.

L'approvisionnement alimentaire des personnes avant la catastrophe, y compris :

les moyens habituels d'approvisionnement alimentaire dont la population affectée disposait avant la catastrophe, compte tenu de toute variation liée aux saisons,

les facteurs sociaux, économiques et politiques qui influaient sur l'approvisionnement alimentaire de la population affectée avant la catastrophe, y compris les variations existant au sein même de la population et entre divers groupes de population dans la région concernée.

Les informations (et leur analyse) portant sur les effets de la catastrophe sur l'approvisionnement alimentaire des personnes, y compris :

les taux de morbidité et de malnutrition,

les effets directs de la catastrophe sur les ménages appartenant à différentes catégories économiques,

les effets indirects de la catastrophe sur l'économie en général, ainsi que sur l'économie politique (changements au niveau de l'offre, de la demande et des prix du marché, ainsi que modifications des modalités de contrôle politique de l'approvisionnement en denrées alimentaires),

les facteurs influant sur la sûreté et la sécurité de la population et les contraintes entravant la liberté de mouvement et d'accès,

la preuve que les ménages ne sont pas en mesure de combler eux-mêmes leur déficit alimentaire,

les besoins relatifs de différents groupes, au sein de la population (selon l'âge, le sexe),

la mesure dans laquelle une intervention est nécessaire pour prévenir l'appauvrissement de la population, à la suite de la perte de ses moyens de production ou, encore, l'adoption de mesures radicales pour tenter de se procurer des revenus,

l'éventuel impact négatif de l'aide alimentaire.

- Des recommandations sont faites quant à la nécessité, ou non, d'une aide extérieure et quant aux options possibles. Lorsqu'une aide extérieure est requise, des recommandations sont formulées au sujet des priorités, de la stratégie d'intervention et des moyens à mobiliser. Il est fait référence aux éléments suivants :

- Étendue, portée et durée du programme d'aide alimentaire prévu.
- Nombre approximatif de personnes affectées et caractéristiques démographiques de la population concernée.
- Structure politique et sociale de la population.
- Capacités et ressources locales.
- Besoins des groupes à risque.
- Accès à la population affectée et meilleures méthodes pour assurer son approvisionnement alimentaire.
- Durée de la période pendant laquelle l'aide alimentaire pourra être requise.
- Moyens logistiques et ressources nécessaires pour assurer une opération d'aide alimentaire efficace ; infrastructure locale et installations et services existants.
- Facteurs influant sur la sûreté et la sécurité de la population affectée : les menaces spécifiques attentatoires à la sécurité des groupes vulnérables, tout particulièrement à celle des femmes et des jeunes filles, doivent être prises en compte dans la conception des programmes d'aide alimentaire.
- Éventuels effets négatifs immédiats de l'aide alimentaire, y compris : mouvements de population vers les points de distribution de vivres ; aggravation de l'insécurité à proximité des sites du programme d'aide alimentaire ; dépeuplement des lieux de production agricole ; bouleversement du marché local ; abaissement du volume de la production agricole.

- Éventuelles implications à long terme des interventions envisagées et impact sur l'environnement naturel.

- Un rapport est élaboré au terme de l'évaluation initiale : il couvre les domaines essentiels de l'intervention et formule les recommandations appropriées.
- Les résultats de l'évaluation initiale sont portés à la connaissance des autres secteurs, des autorités à l'échelon local, des représentants – hommes et femmes -- de la population affectée et des agences participant à l'action d'assistance.

## Notes de référence

1. **Procédures internationalement reconnues pour effectuer une évaluation initiale** (Internationally accepted procedures for initial assessment) : voir MSF (1995), Young (1992) et WFP/UNHCR (décembre 1997).
2. **Bilan mené à temps** : telle doit être la caractéristique de ce bilan qui doit être dressé le plus tôt possible après la catastrophe. Si besoin est, il faut intervenir dans le même temps pour répondre aux besoins essentiels de la population. En règle générale, il faut rédiger le rapport dans la semaine qui suit l'arrivée de l'équipe sur les lieux de la catastrophe, bien que cela dépende du type d'événement survenu ou de la situation d'ensemble.
3. **Personnes chargées du bilan** : il convient de faire appel à des personnes capables de recueillir des informations auprès de tous les groupes de la population sinistrée, d'une manière acceptable selon les normes culturelles, en tenant compte tout particulièrement du sexe et des connaissances linguistiques. Dans l'idéal, il devrait y avoir équilibre dans le nombre d'hommes et de femmes qui participent.
4. **Procédure à suivre pour le bilan** : tous les participants doivent approuver la démarche à suivre pour mener le bilan avant que le travail ne commence sur le terrain et se voir attribuer des tâches précises en conséquence, à l'appui de cette activité.
5. **Recueil de l'information** : il existe une gamme de techniques variées pour recueillir des informations ; le choix doit donc être opéré avec soin, en fonction de la situation et du type de renseignements requis. En règle générale, la collecte d'informations doit être d'autant plus fréquente que la situation évolue rapidement ou que surviennent des

événements critiques, comme de nouveaux mouvements de population ou une flambée épidémique de maladies diarrhéiques. L'évaluation initiale sera peut-être rapide et sommaire mais l'analyse s'améliore avec le temps et l'accumulation de données. Les listes de pointage sont un bon moyen de s'assurer que toutes les questions essentielles ont été examinées.

6. **Sources d'information** : il est important d'accéder aux informations déjà disponibles. Il peut s'agir de la documentation existante, de données historiques pertinentes, d'informations antérieures à la catastrophe. Les discussions menées avec divers interlocuteurs appropriés, bien informés, parmi lesquels peuvent figurer donateurs, personnel d'agences, fonctionnaires, spécialistes locaux, responsables de la communauté (hommes et femmes) anciens, agents de santé, enseignants, commerçants, etc. ont également leur utilité. Les discussions collectives avec la population sinistrée peuvent aussi éclairer l'équipe sur les croyances et pratiques culturelles en vigueur. D'autres sources d'information sont les systèmes d'alerte anticipés, les bilans de vulnérabilité ainsi que les plans nationaux ou régionaux de préparation en cas de catastrophe.

Il faut expliquer clairement les méthodes qui seront employées pour recueillir l'information ainsi que les limites de sa fiabilité. Il ne faut jamais présenter les renseignements obtenus de manière à présenter la situation réelle sous un jour trompeur.

7. **Questions sous-jacentes** : le bilan doit reposer sur la prise en compte des prérogatives dont jouissent les personnes sinistrées en vertu du droit international. L'évaluation initiale et l'analyse ultérieure doivent établir que les problèmes sous-jacents d'ordre structurel, politique, sécuritaire, économique, démographique et environnemental propres à la région ont été compris. Il est impératif de tenir compte de l'expérience ainsi que de l'avis de la population sinistrée lorsque l'on analyse la dynamique et l'impact de la nouvelle situation d'urgence. Cela exige de s'appuyer sur les compétences et les connaissances locales lors de la collecte des données et de l'analyse des ressources, capacités, vulnérabilités et besoins. Il faut aussi prendre en compte les conditions de vie actuelle ainsi que le cadre dans lequel vivaient les personnes déplacées et la population résidente de la région avant la catastrophe.
8. **Bétail** : dans le cas où l'élevage du bétail est un moyen de subsistance clé, le bilan et l'analyse doivent déterminer la nature et l'ampleur des

facteurs menaçant sa santé et sa survie. En guise d'indicateurs de l'impact de ce danger, il y a lieu de considérer les termes de l'échange entre bétail et céréales, la vente précipitée des animaux, les droits d'accès aux pâturages et à l'eau ainsi que l'accès aux services vétérinaires.

9. **Groupes à risque** : les besoins des groupes qui risquent de souffrir tout particulièrement de la situation – femmes, adolescents, mineurs sans famille, enfants, personnes âgées et handicapées – doivent faire l'objet d'une attention particulière. Il convient de déterminer les rôles que le système social attribue respectivement aux hommes et aux femmes.
10. **Retour à la normale** : une analyse et une réflexion sur la période de rétablissement doivent aussi faire partie de l'évaluation initiale, de sorte que les interventions visant à satisfaire les besoins d'urgence (immédiats) puissent faciliter la réadaptation de la population sinistrée.

## Norme 2 d'analyse : suivi et évaluation

Les résultats et l'efficacité du programme de nutrition ainsi que l'évolution de la situation font l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

### Indicateurs clés

- Les informations destinées au suivi et à l'évaluation sont recueillies à temps et sont utiles ; elles sont consignées et dépouillées en respectant les critères de précision, de logique, de cohérence et de transparence.
- Des systèmes sont en place pour permettre le suivi des niveaux et des mouvements de stocks ainsi que des distributions.
- Un système permettant d'assurer le suivi de la chaîne d'approvisionnement est mis en place, et il détecte les problèmes qui exigent une action correctrice.
- La qualité du système de distribution de vivres fait l'objet d'un suivi.
- Par le biais de visites et d'entretiens dans les foyers, le système de suivi permet aux bénéficiaires de l'assistance de donner des informations sur l'efficacité réelle de l'intervention en matière d'aide alimentaire.
- Des rapports analytiques sont régulièrement établis : ils concernent à la fois l'impact de la situation d'urgence sur la population affectée et les répercussions du programme d'aide alimentaire sur l'état nutritionnel de la population. Des rapports sont en outre rédigés sur toute évolution majeure de la situation d'ensemble et de tout autre facteur pouvant motiver une modification du programme.



- Des systèmes sont en place pour permettre le flux des informations entre le programme, les autres secteurs, la population affectée, les autorités compétentes locales, les donateurs et tous les autres interlocuteurs, en fonction des besoins.
- Les activités de suivi permettent d'obtenir des informations sur la manière dont le programme parvient à répondre aux besoins de différents groupes au sein de la population affectée.
- Les femmes, les hommes et les enfants de la population affectés sont consultés régulièrement et associés aux activités de suivi.
- Le programme est évalué par rapport aux objectifs déclarés et aux normes minimales convenues ; il est ainsi possible de mesurer l'efficacité globale du programme et son impact réel sur la population affectée.

## Notes de référence

1. **Devoir** : des moyens considérables sont confiés aux agences qui exécutent des programmes d'aide alimentaire en faveur des personnes dont la capacité à s'approvisionner en produits alimentaires se trouve gravement compromise. Comme dans le cas de tous les autres moyens mis à leur disposition, les agences ont le devoir de surveiller l'utilisation de l'aide alimentaire et des fonds alloués aux programmes.
2. **Utilisation des informations de suivi** : les situations d'urgence sont, par définition, à la fois volatiles et dynamiques. Il est donc vital de disposer d'un flux régulier d'informations tenues à jour, si l'on veut que les programmes restent adaptés aux besoins. Les informations tirées du suivi continu des programmes doivent être intégrées dans les examens périodiques et les bilans. Dans certaines circonstances, il faudra peut-être modifier la stratégie en réponse à un changement majeur de la situation ou des besoins.
3. **Utilisation des informations de bilan** : les données obtenues grâce au processus d'évaluation initiale sont utilisées dans le cadre des activités de suivi et d'évaluation du programme d'aide alimentaire.
4. **Type d'activités de suivi** : les activités de suivi peuvent comprendre un dispositif de contrôle régulier des documents d'inventaire et l'établissement ainsi que la transmission de rapports sur les mouvements de denrées alimentaires ; des vérifications indépendantes de la quantité et de l'équité des distributions ; un contrôle des enregistrements des distributions, ainsi que des

vérifications par sondage des rations reçues ; et, enfin, des visites effectuées de manière aléatoire auprès des ménages bénéficiant de l'aide alimentaire afin de s'assurer de l'acceptabilité et de l'utilité des rations distribuées.

5. **Visites dans les foyers** : le suivi réalisé au travers des visites effectuées auprès d'un échantillon de ménages permet d'obtenir des informations sur l'acceptabilité des rations et la façon dont les bénéficiaires les utilisent. Ces visites permettent en outre d'identifier les personnes qui remplissent les critères de sélection mais ne reçoivent aucune aide alimentaire.
6. **Répercussions plus larges** : dans le cadre du suivi, il convient d'examiner l'impact que le système de distribution de vivres peut avoir sur le cycle agricole, les conditions du marché, la disponibilité des ressources agricoles, ainsi que sur les activités agricoles elles-mêmes.
7. **Sécurité** : il est crucial d'assurer le suivi des points de distribution de vivres pour s'assurer qu'elle s'effectue dans des conditions de sécurité et d'équité, particulièrement en ce qui concerne les femmes et les enfants.
8. **Usage et diffusion de l'information** : les informations collectées doivent avoir un lien direct avec le programme : en d'autres termes, elles doivent être utiles — et utilisées. Elles doivent être communiquées, le cas échéant, aux autres secteurs et agences, ainsi qu'aux populations affectées. Le moyen utilisé pour transmettre ces informations (méthode, langue, etc.) doit être adapté au public visé.
9. **Personnes chargées du suivi** : lorsqu'il y a lieu de consulter la population affectée, pour le suivi, il est bon de faire appel à des personnes capables de recueillir des informations auprès de tous les groupes de la population sinistrée, d'une manière acceptable selon les normes culturelles, en tenant compte tout particulièrement du sexe et des connaissances linguistiques. Il convient d'encourager la participation des femmes.
10. **Evaluation** : le bilan final compte parce qu'il mesure l'efficacité du programme, permet de tirer les enseignements pour mieux se préparer, amoindrir les effets d'une catastrophe et intervenir à l'avenir. Il encourage également l'acceptation des responsabilités. En l'occurrence, l'évaluation prévoit deux processus liés entre eux :

- a) Le bilan final interne d'un programme est normalement dressé par le personnel de l'agence dans le cadre du processus régulier d'analyse et d'examen des informations obtenues au travers du suivi. L'agence doit aussi évaluer l'efficacité de tous ses programmes dans une situation de catastrophe donnée ou comparer les programmes menés à bien d'un contexte à un autre.
- b) Le bilan final externe peut, à l'inverse, entrer dans le cadre d'un exercice plus vaste d'évaluation définitive menée par les agences et les bailleurs de fonds, au terme, par exemple, de la phase aiguë d'une situation d'urgence. Pour ce type de bilan, il est important que les techniques et les moyens utilisés cadrent avec l'envergure et les caractéristiques du programme et que le rapport décrive la méthodologie suivie ainsi que les démarches retenues pour parvenir aux conclusions. Les résultats du bilan doivent être portés à la connaissance de tous les intervenants dans la crise humanitaire, y compris à celle de la population affectée.

### Norme 3 d'analyse : participation

La population affectée par la catastrophe a la possibilité de participer à la conception et à la mise en oeuvre du programme.

#### Indicateurs clés

- Des femmes et des hommes de la population affectée par la catastrophe sont consultés et associés à la prise de décisions relatives à l'évaluation initiale des besoins, à la conception et à la mise en oeuvre des programmes.
- Des femmes et des hommes de la population affectée par la catastrophe reçoivent des informations sur le programme d'assistance et ont la possibilité de faire part de leurs avis à l'agence humanitaire.

#### Notes de référence

1. **Équité** : les modalités de participation des personnes sinistrées à la prise de décisions, aux plans et aux modalités de mise en oeuvre des activités sont de nature à donner au programme un caractère équitable et probant. Un effort particulier doit être consenti pour promouvoir la participation des femmes ainsi qu'une représentation

équilibrée des deux sexes dans le programme d'assistance. S'impliquer dans le programme d'aide alimentaire peut aussi aider les personnes à renforcer leur sentiment de dignité et d'amour-propre malgré la crise. Cela peut promouvoir le sens de la communauté et d'appartenance, facteur propice à la sûreté et à la sécurité des personnes bénéficiaires de l'assistance comme de celles qui sont responsables de sa mise en oeuvre.

2. **Diversité des formes de participation aux programmes de nutrition** : par exemple, en devenant membre de l'équipe du bilan, en fournissant un travail rémunéré ou bénévole dans des activités de manutention et de distribution, en siégeant à des commissions de distribution, en participant à la prise de décisions concernant l'ampleur des rations et les critères de sélection, en diffusant des informations sur les distributions de vivres, en fournissant des listes d'articles requis au sein du foyer et en aidant à assurer le contrôle des foules et la sécurité.
3. **Comités de coordination** : c'est un moyen de veiller à ce que les personnes participent au programme d'assistance. Il ne faut pas perdre de vue les facteurs de sexe, d'âge, d'ethnicité et de milieu socio-économique pour que ces comités soient bien représentatifs de la population sinistrée. Responsables politiques reconnus, chefs de la communauté – hommes et femmes confondus – et dirigeants spirituels doivent aussi être représentés. Les rôles et les fonctions du comité de coordination doivent être convenus lors de sa constitution.
4. **Sollicitation d'avis et d'opinions** : on peut aussi encourager la participation par des sondages et des discussions menés à intervalles réguliers lors d'opérations de distribution, en visitant les foyers ou en abordant des préoccupations d'ordre individuel. Les discussions collectives avec la population sinistrée peuvent aussi éclairer l'équipe sur les croyances et pratiques culturelles en vigueur.

## 2 Besoins

Tant l'évaluation initiale que l'analyse ultérieure de la situation d'urgence doivent permettre de connaître les ressources dont la population affectée dispose en termes de nourriture et de revenus, et de déterminer ainsi la quantité et le type d'aide alimentaire requis pour que l'état nutritionnel de la population, prise dans son ensemble, reste satisfaisant.

La norme concernant les besoins en matière d'aide alimentaire est basée sur le document de l'OMS relatif à l'estimation applicable à une population type, aux fins de planification (pour plus de détails, voir Nutrition, appendice 2, au chapitre 2).

Les besoins d'aide alimentaire ont été définis comme suit.

Une ration générale : soit la fourniture d'un panier complet de denrées alimentaires, en quantité suffisante pour couvrir les besoins (voir les indicateurs ci-dessous).

Une ration complémentaire : soit la fourniture d'une ou deux denrées alimentaires pour compléter les aliments déjà à disposition et accessibles à la population affectée (par exemple, des légumes secs et de l'huile pourront être fournis pour compléter des céréales disponibles localement).

Une ration supplémentaire : soit la fourniture de denrées alimentaires spécifiques, en tant que supplément à la ration générale, afin de couvrir les besoins de groupes particuliers. Le plus souvent, ces groupes englobent les personnes souffrant de malnutrition, les jeunes enfants et/ou les femmes enceintes ou les mères allaitantes.

### Norme de besoins

La composition du panier alimentaire et des rations vise à faire la soudure entre les besoins de la population affectée et les ressources vivrières dont elle dispose.

#### Indicateurs clés

- Les besoins sont basés sur les premières estimations de l'OMS suivantes, aux fins de planification :
  - 2.100 calories par personne et par jour,
  - 10 à 12 % de l'énergie totale proviennent de protéines,
  - 17 % de l'énergie totale proviennent de matières grasses.
  - L'apport en micronutriments est suffisant (produits frais ou aliments enrichis).
- Les estimations des ressources, en nourriture et en revenus, des bénéficiaires de l'assistance tiennent compte :
  - des possibilités d'acquérir des denrées sur le marché ou de gagner un revenu,
  - du potentiel en matière de cueillette et d'accès aux plantes et animaux sauvages,
  - des saisons qui rythment la production agricole, ainsi que de l'accès de la population à ses moyens de production,
  - des sources de revenu et des stratégies d'adaptation des personnes.
- Les rations tiennent compte :
  - des besoins nutritionnels généraux de la population,
  - des besoins spécifiques des groupes vulnérables,
  - de l'accès à d'autres sources de nourriture et/ou de revenus.
- La sélection des denrées tient compte :
  - des disponibilités locales et de l'impact sur le marché,
  - de l'acceptabilité, au niveau local, de ces aliments et de leur mode de préparation,
  - de leur état et de leur composition sur le plan nutritionnel,
  - de la quantité de combustible nécessaire pour les faire cuire.
  - d'autres facteurs nutritionnels (voir la norme 3 sur le soutien nutritionnel général, au chapitre 2).

## Notes de référence

1. **Valeur de référence initiale** : avant que les facteurs de pondération soient connus, il est recommandé d'utiliser la valeur de référence de 2.100 calories par personne et par jour, en tant que base de calcul. Le CICR utilise, pour sa part, le chiffre de 2.400 calories par personne et par jour comme point de référence. Les 300 calories supplémentaires permettent de couvrir les besoins de certains groupes spécifiques, dans le cadre de programmes d'alimentation d'appoint. (Voir les normes concernant la nutrition au chapitre 2. Voir aussi les *Lignes directrices pour estimer les besoins alimentaires et nutritionnels en cas d'urgence* du PAM et du HCR, 1997).
2. **Coordination** : toutes les organisations qui participent aux interventions dans le secteur de l'aide alimentaire doivent s'attacher à opérer de manière coordonnée. Une mauvaise coordination des programmes d'aide alimentaire risque de provoquer des iniquités qui vont, à leur tour, exacerber des problèmes existant déjà, ou en créer de nouveaux. Certains groupes recevront peut-être trop d'aide, d'autres pas assez. Les différences constatées dans le poids des rations, les paniers alimentaires et/ou les critères de sélection risquent d'inciter les gens à se déplacer pour se rendre là où ils croient pouvoir recevoir le plus d'aide. Il importe de coordonner les achats locaux de denrées d'une certaine ampleur. Sinon des difficultés peuvent se poser, comme les agences se faisant concurrence, ce qui entraînera une augmentation des prix. Des achats excédentaires peuvent se traduire par une pénurie et une montée des prix pour la population ne recevant pas d'aide alimentaire. Un accord sur les politiques et les activités envisagées dans le secteur de l'aide alimentaire contribue à l'efficacité des interventions et peut permettre aussi de stabiliser une situation volatile.
3. **Ajustement du niveau des rations** : les populations affectées par une catastrophe naturelle adoptent parfois des stratégies qui leur permettent de couvrir elles-mêmes une part importante de leurs besoins alimentaires (par exemple : récolte et récupération de leur production vivrière, vente de bétail, travaux rémunérés en espèces, etc.). En ce cas, le niveau des rations peut être abaissé par rapport à la valeur de référence initiale.
4. **Autres cas de déficit alimentaire** : des bilans réguliers de sécurité alimentaire doivent cibler les foyers dirigés par les femmes ou les adolescentes dans le but de repérer les cas de manque qui ne relèvent pas des catégories courantes d'évaluation.
5. **Usage anticipé de l'aide alimentaire** : si les bénéficiaires de l'assistance utilisent rapidement l'aide alimentaire pour compenser les déficits prévus par suite d'une catastrophe à évolution lente, ils est possible qu'ils nécessitent moins d'aide alimentaire par la suite ; la décapitalisation des ménages peut être moins importante, ce qui facilitera le retour à la normale.
6. **Évaluation des besoins en combustible** : lors de l'évaluation des besoins alimentaires, il convient d'estimer également le combustible nécessaire afin que les bénéficiaires de l'aide puissent faire cuire les aliments sans compromettre leur santé ou l'environnement naturel. Les agences devraient soit fournir suffisamment de combustible, soit mettre sur pied un programme de collecte de bois de chauffe supervisé dans le but d'assurer la sécurité des femmes et des jeunes filles chargées de cette tâche. Des meules devraient être mises à disposition pour réduire le temps de cuisson des céréales et la quantité de combustible requise. (Voir Nutrition, soutien nutritionnel général, norme 4 : manipulation et salubrité des aliments, au chapitre 2).
7. **Aliments mal connus** : lorsque le panier alimentaire contient des aliments auxquels la population n'est pas habituée, il faut donner aux femmes et autres personnes chargées de faire la cuisine des indications pour les cuire de façon à faire accepter ces denrées et à réduire le plus possible la perte de nutriments .
8. **Articles non alimentaires essentiels** : il est important de s'assurer que les articles non alimentaires essentiels (le savon, par exemple) sont fournis en quantités suffisantes, car, faute de cela, les bénéficiaires de l'assistance risquent de faire commerce des denrées alimentaires pour satisfaire ces besoins. (Voir Aménagement des abris et des sites, norme sur les articles ménagers, au chapitre 4).
9. **Denrées alimentaires supplémentaires** : elles peuvent être fournies pendant des périodes déterminées de l'année (par exemple : la saison de plantation) ou à des moments spécifiques d'activité accrue, de manière à couvrir les besoins caloriques. En cas d'insécurité alimentaire, il peut être bon que des distributions de denrées alimentaires aient lieu en même temps que les distributions de semences. Cela permet d'éviter que les semences soient consommées, troquées ou vendues pour obtenir des vivres ; par ailleurs, les denrées distribuées donnent un supplément d'énergie pour défricher la terre et la mettre en culture.
10. **Aux fins de rétablissement** : voir appendice 1.

## 3 Ciblage

### Norme de ciblage

Les bénéficiaires d'une aide alimentaire sont sélectionnés en fonction de leurs besoins nutritionnels et/ou de leur vulnérabilité face à l'insécurité alimentaire.

### Indicateurs clés

- Les objectifs définis en matière de ciblage sont convenus entre les autorités chargées de la coordination, les représentants de la population affectée (hommes et femmes) et les agences ayant un rôle d'exécution.
- Les critères définis en matière de ciblage sont clairement documentés, qu'ils permettent de sélectionner des groupes de population ou des zones géographiques.
- Le système de distribution fait l'objet d'un suivi pour vérifier que les critères définis en matière de ciblage sont respectés.

### Notes de référence

#### 1. Le ciblage de l'aide alimentaire peut avoir les objectifs définis ci-après.

- Sauver des vies, si l'état nutritionnel de la population est préoccupant.
- Renforcer la sécurité alimentaire et/ou l'économie locale.
- Protéger l'état nutritionnel et/ou l'état de santé de sous-groupes spécifiques, au sein d'une population donnée, qui présentent une vulnérabilité physiologique particulière (jeunes enfants, adolescents, mères allaitantes, femmes enceintes, personnes âgées ou handicapées).
- Préserver le patrimoine de chaque ménage (si les personnes vendent leurs biens pour couvrir leurs besoins alimentaires).

- Protéger les personnes dont les besoins alimentaires sont liés à une vulnérabilité socio-politique particulière (par exemple : mineurs non accompagnés, réfugiés ou personnes déplacées, foyers dirigés par une femme, ainsi que groupes minoritaires, ethniques ou religieux).
- Optimiser l'utilisation des ressources limitées qui sont à disposition (denrées alimentaires disponibles, infrastructure logistique, personnel expérimenté, transports, etc.).

2. **Coût** : le ciblage de sous-groupes ou de personnes spécifiques, au sein d'une population donnée, revient plus cher qu'une distribution générale. Par conséquent, si l'on cible parce que les ressources sont limitées, il faut alors peser le coût de cette opération par rapport aux économies qui seraient réalisées si l'on y renonçait.
4. **Réaction aux changements** : Les objectifs et les critères retenus en matière de ciblage peuvent devoir être modifiés en fonction de l'évolution de la situation d'ensemble. Tout changement doit être clairement annoncé à l'ensemble des parties prenantes.



## 4 Gestion des ressources

Comme pour toutes les ressources confiées aux agences humanitaires, la gestion des denrées alimentaires doit être efficace et il doit être facile d'en rendre compte. Beaucoup d'agences ont donc standardisé leurs procédures de gestion de stocks et se sont dotées de systèmes de comptabilité basés sur les principes de transparence et de bonne intendance. Les systèmes de gestion de stocks jouent un rôle essentiel pour la présentation de rapports aux donateurs. Point plus important encore, ils fournissent aux responsables de la planification et de la gestion des programmes les informations nécessaires à la prise de décisions quant aux personnes qui doivent recevoir, en priorité, l'aide alimentaire.

Les agences sont censées prendre toutes les dispositions nécessaires, dans la mesure du possible, pour préserver les denrées alimentaires dont elles ont la garde. Ni vols, ni détournement des vivres ne peuvent être tolérés. Les prestataires de services (transporteurs et transitaires, par exemple) qui agissent au nom des agences doivent accepter d'être responsables des denrées qui leur sont confiées.

### Norme de gestion des ressources

Les denrées de l'aide alimentaire et les fonds alloués aux programmes sont gérés dans le cadre d'un système transparent et vérifiable qui permet de remonter la filière de l'assistance et d'en rendre compte.

#### Indicateurs clés

- Des pratiques sûres de bonne intendance sont respectées, de manière à préserver toutes les denrées jusqu'à leur distribution aux ménages qui bénéficient de l'aide alimentaire.
  - Le stockage se fait dans de bonnes conditions de sécurité et d'hygiène et les denrées alimentaires sont protégées contre les avaries et les pertes.

- Les prestataires de services assument l'entière responsabilité des denrées alimentaires qui leur sont confiées et acceptent de rembourser toute perte éventuelle.
- Les denrées alimentaires endommagées sont inspectées ; celles qui sont impropres à la consommation humaine font l'objet d'un rapport et sont détruites selon les procédures habituelles.
- Les denrées ayant subi une avarie sont inspectées et, dans toute la mesure du possible, l'on s'efforce de récupérer ce qui peut l'être.
- La concordance entre les inventaires et les fiches de stocks est périodiquement vérifiée.

- Le système de passation des contrats (pour marchandises et services) est transparent et équitable.
- Des systèmes sont mis en place pour la gestion des stocks et la préparation de comptes rendus.
  - Des connaissances permettent de documenter les transactions.
  - Les grands livres contiennent des résumés des entrées et sorties et des fiches de stocks.
  - Toutes les pertes sont recensées et font l'objet d'un rapport.
  - Des rapports d'inventaire résumés sont établis et tenus à disposition.

#### Notes de référence

1. **Obligations de compte rendu** : qu'ils interviennent, en matière d'aide alimentaire, dans un cadre bilatéral ou multilatéral, la plupart des donateurs précisent leurs exigences en matière de compte rendu : les agences doivent donc connaître ces impératifs et se doter des moyens nécessaires pour les satisfaire.
2. **Système comptable** : les principes publiés par Food Aid Management (Generally Accepted Commodity Accountability Principles, 1993) renseignent sur la manière d'établir un système de comptabilité de l'aide alimentaire.
3. **Homologation** : chaque fois que cela est possible, les denrées achetées en vue des distributions d'aide alimentaire doivent être munies de certificats d'inspection phytosanitaire, ou de tout autre certificat confirmant qu'elles sont propres à la consommation humaine.

4. **Élimination des denrées impropres à la consommation humaine** : si, à l'issue d'une inspection menée par du personnel qualifié, il est établi qu'elles sont impropres à la consommation humaine, aucun effort ne doit être épargné pour éviter que ces denrées soient commercialisées sur le marché local. Pour ce faire, les moyens suivants sont à disposition : vente comme aliments pour bétail, enfouissement ou incinération.
5. **Transparence** : des procédures justes, équitables et transparentes sont essentielles en matière d'établissement de contrats ; elles doivent être respectées pour éviter de donner l'impression de favoritisme ou de recherche d'avantages financiers personnels. La plupart des agences se sont dotées, en matière de contrats et d'achats, de directives répondant aux exigences imposées aux organismes caritatifs ou à but non lucratif.
6. **Experts** : des gestionnaires spécialisés et expérimentés devraient être recrutés pour tous les programmes d'aide alimentaire ; ils devraient être chargés de la gestion et de la formation du personnel permanent et/ou de la mise en place de systèmes de gestion des stocks.
7. **Documentation** : une quantité suffisante de documents et formulaires (connaissances, grands livres, formulaires pour la transmission d'informations) doit être tenue à disposition dans les divers lieux où l'aide alimentaire est reçue et stockée et/ou d'où elle est expédiée, de manière à conserver, en prévision des vérifications, des documents concernant toutes les transactions.
8. **Diffusion d'informations** : le recours aux médias locaux ou aux méthodes traditionnelles de transmission des nouvelles doit être envisagé, car il permet de tenir les bénéficiaires de l'assistance au courant de l'approvisionnement alimentaire ainsi que du déroulement des opérations. Ce type de mesure renforce la transparence. L'on pourrait solliciter le concours de groupes de femmes appartenant à la population affectée pour contribuer à informer la communauté sur les programmes alimentaires.

## 5 Logistique

Les agences doivent avoir des capacités suffisantes pour assurer la logistique des programmes d'aide alimentaire. Si l'aide alimentaire est à disposition mais que les agences ne disposent pas des ressources et des systèmes nécessaires pour la distribuer à la population affectée, le programme ne peut réussir. Le but de la logistique est de livrer les bonnes denrées, au bon endroit, en bonne condition, au bon moment et au bon prix.

C'est en milliers de tonnes que peut se chiffrer l'aide alimentaire nécessaire pour assurer la survie d'une population nombreuse, gravement affectée par une catastrophe. L'acheminement des denrées alimentaires jusqu'aux points de distribution mobilise un vaste réseau de spécialistes de l'achat, de l'expédition, du transport et de la réception des marchandises. Il exige, en outre, de multiples manipulations et transferts d'un mode de transport à un autre. De tels réseaux – ou chaînes d'approvisionnement – se mettent en place au travers de contrats et d'accords qui répartissent les rôles et les tâches entre les parties contractantes et édictent les règles en matière de responsabilité et de compensation.

La mise en place d'une chaîne d'approvisionnement exige la coopération entre les donateurs, les agences humanitaires et les autorités locales. Chaque partie se voit assigner un rôle et des tâches spécifiques, et constitue un maillon – ou une série de maillons – de la chaîne d'approvisionnement. Une chaîne n'étant jamais plus solide que le plus faible de ses maillons, toutes les parties impliquées dans la logistique de l'aide alimentaire ont une responsabilité égale en matière d'approvisionnement, celui-ci devant permettre d'atteindre les objectifs fixés en termes de quantités et de respect du calendrier des distributions prévues dans le programme d'aide alimentaire.

## Norme de logistique

Les agences disposent de la capacité requise (sur le plan de l'organisation et sur le plan technique) pour gérer avec efficacité et efficacie l'achat, la réception, le transport, le stockage et la distribution des denrées alimentaires.

### Indicateurs clés

- Une chaîne d'approvisionnement est mise en place et englobe l'achat, la documentation, le transport, le stockage et la manutention de denrées entre le(s) point(s) d'origine et de destination finale ou de distribution.
- Les achats de denrées alimentaires sur le marché local, ainsi que l'établissement de contrats de sous-traitance en matière de moyens et services logistiques, sont coordonnés ; il est tenu compte de leur impact éventuel sur le marché local.
- Les agences se communiquent entre elles les informations relatives aux niveaux de stocks, aux arrivées et aux distributions prévues, ainsi que toute information facilitant la planification, la prévision et la gestion du flux et de la disponibilité de l'aide alimentaire.
- Un personnel spécialement qualifié assume la responsabilité de la logistique (par exemple : planification et contrôle, importations et dédouanement, logistique primaire et secondaire, gestion des entrepôts et des stocks, planification et gestion du transport, conclusion et supervision des contrats).
- Les retards provoqués, dans la distribution, par une pénurie de denrées alimentaires, n'excèdent pas deux semaines.

### Notes de référence

1. **Source de denrées** : il existe diverses sources de denrées pour l'aide alimentaire : "emprunt" ou réaffectation de denrées prévues pour des programmes en cours (programmes réalisés par des agences ou programmes écoulant les réserves de céréales de certains pays) ; prêts accordés par des entreprises commerciales, ou échanges organisés avec elles ; achats sur le marché local, régional ou international ; fourniture directe de vivres par des organismes donateurs (dans le cadre d'accords bilatéraux ou multilatéraux).

2. **Rôles des agences** : lors de catastrophes de grande envergure, le PAM joue habituellement un rôle clé, tant en matière de mobilisation de l'aide alimentaire que dans la logistique primaire. Le PAM est parfois responsable de l'ensemble de la logistique, jusqu'au point de livraison avancé (PLA), à savoir le point de destination terrestre le plus proche de la zone affectée. Les partenaires opérationnels (agences humanitaires ou administration locale) assument la responsabilité du transport entre le point de livraison avancé et le site de distribution, ainsi que la distribution aux ménages bénéficiaires de l'assistance.
3. **Recours aux services locaux** : à l'échelon local ou régional, tant les transitaires que les transporteurs peuvent fournir, par contrat, des services logistiques généraux ; ils sont aussi à même de donner des informations précieuses sur les réglementations et les procédures locales.
4. **Niveau des stocks** : le suivi et la prévision des niveaux de stocks tout au long de la chaîne d'approvisionnement permettent de mettre en évidence les pénuries ou les problèmes éventuels de l'approvisionnement alimentaire. Des solutions de rechange doivent être recherchées pour limiter, sinon éviter, les problèmes survenant dans la chaîne d'approvisionnement.
5. **Mesure de performance** : la comptabilité logistique et les systèmes d'inventaire fournissent des informations qui permettent de mesurer l'impact réel d'un programme d'aide alimentaire. C'est ainsi que, par exemple :
  - les plans de distribution de denrées peuvent être comparés aux livraisons qui ont eu réellement lieu. De très fortes disparités par rapport au plan peuvent attirer l'attention des responsables de la gestion du programme sur des problèmes ou sur des goulots d'étranglement dans le système logistique.
  - les coûts budgétisés et effectifs de chaque activité du système logistique (par exemple : manutention, dédouanement, stockage, transport et distribution) peuvent être comparés afin d'évaluer la maîtrise des coûts au sein du système logistique. De très fortes disparités par rapport au budget peuvent attirer l'attention des responsables de la gestion du programme sur des "pannes" du système logistique, ainsi que sur d'éventuelles économies d'échelle à réaliser dans ce cadre.

- Le rapport tonnes-kilomètres est fréquemment utilisé pour mesurer la performance et la productivité des parcs de camions. De très fortes déviations par rapport à un niveau acceptable d'activité peuvent attirer l'attention des responsables de la gestion du programme sur des problèmes d'affectation des véhicules ainsi que sur d'éventuels problèmes de temps de transit et de période de chargement-déchargement.
  - Le débit d'activités mesure le volume de marchandises passant par l'entrepôt. Il permet de déterminer les effectifs nécessaires pour réaliser un niveau spécifique d'activité ; il peut aussi être source d'économies et de productivité accrue.
  - L'analyse dite du « pipeline » considère le réseau logistique — du point d'origine à la destination finale des marchandises — comme un réseau de canalisations dans lequel les denrées alimentaires se déplacent. Elle permet d'établir une estimation de la durée prévue des stocks d'aide alimentaire existants, et de préparer un calendrier des livraisons (de manière à éviter que les stocks diminuent au point de ne plus permettre de couvrir les besoins). Cette analyse est extrêmement utile pour prévoir les problèmes potentiels et planifier achats ainsi que dates de livraison.
6. **Liens avec d'autres secteurs** : les principes de bonne gestion en matière de logistique, d'acceptation de responsabilité et de transparence, s'appliquent autant à la planification qu'à la livraison des matériaux et des fournitures nécessaires à la menée des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement et des programmes en matière d'abris, de soutien aux ménages et de services médicaux. La seule différence entre la logistique des opérations d'aide alimentaire et celle des autres secteurs d'activité réside dans le fait qu'elle mobilise des moyens quantitativement plus importants.
7. **Vol** : en n'importe quel point de la chaîne d'approvisionnement se profile le risque d'une perte de denrées par suite de vol. La maîtrise des stocks et les systèmes d'entreposage doivent donc être conçus et gérés de manière à minimiser ce danger. C'est un problème tout particulier dans les situations de conflit armé, où les vivres distribués peuvent être la cible de bandits ou détournés par des troupes régulières. Lorsque de grandes quantités de denrées alimentaires sont concernées, elles peuvent devenir un facteur non négligeable dans l'économie de guerre.

## 6 Distribution

Le bien-fondé de la méthode de distribution revêt une importance centrale pour l'efficacité de l'aide alimentaire. La question de la distribution doit, par conséquent, être prise en compte dans l'évaluation initiale. L'aide alimentaire peut, soit être distribuée librement à la population, prise dans son ensemble, soit être remise à des segments ou groupes spécifiques, au sein d'une population donnée. Elle peut aussi être remise en contrepartie d'un travail, ou encore être vendue sur le marché pour remédier à des problèmes d'approvisionnement.

Dans le processus de distribution, le respect de l'équité revêt une importance primordiale et il convient d'encourager la participation de la population affectée à la prise de décisions et à la réalisation du programme d'assistance. Les personnes doivent être informées des quantités et du type de rations alimentaires qui vont être distribuées ; elles doivent aussi être sûres que le processus de distribution est juste et équitable, et qu'elles recevront ce qui leur a été promis. Toute différence entre rations, dues par exemple, à leur adaptation pour des groupes à risque, doit être expliquée et comprise.

### Norme de distribution

La méthode de distribution des denrées est équitable et tient compte des conditions locales. Les bénéficiaires de l'aide sont informés des rations auxquelles ils ont droit et de leur mode de calcul.

### Indicateurs clés

- Les bénéficiaires de l'aide alimentaire sont au courant des quantités et du type de rations qui doivent être distribuées lors de chaque cycle de distributions ; ils reçoivent des explications sur toute différence éventuelle par rapport aux normes en vigueur.

- Les personnes reçoivent les quantités et les types de denrées prévus.
- La méthode de distribution ne pose pas de difficultés d'accès ; elle a lieu à des heures commodas dans le but de perturber les activités courantes le moins possible.
- Les personnes sont associées aux décisions concernant le choix de méthode la plus efficace et équitable : les femmes sont consultées et contribuent, à égalité avec les hommes, à la prise de décisions.
- La fréquence des distributions (mensuelles, ou plus rapprochées) est fonction :
  - du coût du transport des denrées depuis le centre de distribution,
  - du temps consacré aux déplacements pour aller au centre de distribution et en revenir,
  - de la sécurité des bénéficiaires de l'aide ainsi que des denrées alimentaires elles-mêmes, une fois celles-ci distribuées.

## Notes de référence

1. **Participation** : la manière dont les bénéficiaires de l'assistance estiment qu'ils sont en mesure d'être associés aux distributions dépend de l'impact de la catastrophe sur leurs structures sociales. Les communautés affectées par une sécheresse à évolution lente, ou toute autre catastrophe naturelle de ce type, peuvent rester intactes et continuer à fonctionner normalement, ce qui leur permet de participer pleinement au processus de distribution de l'aide alimentaire. À l'inverse, les communautés gravement affectées par une guerre ou un conflit civil peuvent ne pas être à même, dans un premier temps, de jouer un rôle important dans ce processus. Il est donc probable qu'elles ne joueront ce rôle que lorsque la situation sera stabilisée et que des structures civiles auront été remises en place. La participation aux comités chargés des distributions peut également contribuer à inciter la société civile à se montrer plus active. Il y a lieu de promouvoir activement la participation des femmes.
2. **Enregistrement** : l'enregistrement officiel des foyers qui bénéficient de l'aide alimentaire doit avoir lieu dès le début du programme. Un enregistrement indépendant doit être réalisé, partout où cela est possible, par l'agence concernée. Les femmes ont le droit de s'inscrire sous leur nom de jeune fille, si elles en font la demande. Les listes dressées par les autorités locales, ainsi que les listes de foyers

préparées au sein de la communauté, peuvent aussi être utilisées. Lorsqu'il y a corruption ou que de puissants individus imposent leur contrôle, il arrive que l'on omette des listes de distribution les foyers dirigés par des femmes ou des adolescentes ainsi que les personnes exceptionnellement vulnérables. La participation des femmes issues de divers segments de la population devrait améliorer la représentation de la communauté. Dans les situations où il est impossible de le réaliser dès la phase initiale, l'enregistrement doit être mené à bien trois mois plus tard, lorsque la population s'est stabilisée et qu'il apparaît que l'aide alimentaire devra se poursuivre.

3. **Pesée aléatoire des rations** : le fait de peser, au hasard, les rations obtenues par les foyers quittant le point de distribution est un moyen de mesurer le degré de précision et d'efficacité de la gestion. C'est aussi un facteur d'équité.
4. **Caractère équitable de la distribution** : la distribution de l'aide alimentaire doit être équitable -- une variation de 20 % entre divers destinataires (foyers ou communautés) est considérée comme acceptable.
5. **Méthodes de distribution** : la méthode de distribution doit évoluer au fil du temps. Au début, les distributions gérées par la communauté (sur la base des listes de foyers ou des estimations du nombre d'habitants fournies par les autorités locales) peuvent constituer la seule façon de distribuer l'aide alimentaire au sein de la population affectée. L'agence responsable doit surveiller de près le déroulement des distributions gérées par la communauté afin de s'assurer que les normes établies sont respectées.
6. **Changements communiqués** : les changements apportés à la composition du panier alimentaire ou au niveau des rations du fait d'une disponibilité insuffisante de vivres doivent être discutés avec les bénéficiaires de l'aide — au travers des comités chargés des distributions ou des dirigeants communautaires (hommes et femmes) — et une démarche commune doit être élaborée. Les comités peuvent ensuite informer la population des changements intervenus et en expliquer les raisons.
7. **Ratios de substitution** : les principes directeurs du PAM/HCR en matière de distribution recommandent d'utiliser les ratios de substitution suivants, pendant des périodes inférieures à un mois, lorsque certaines denrées entrant dans la composition du panier alimentaire font défaut :



Aliments composés et fèves	1 :1
Sucre et huile	2 :1
Céréales et fèves	2 :1
Céréales et huile	3 :1

8. **Risques de sécurité minimisés** : comme dans la distribution de toute denrée de valeur, la distribution de denrées alimentaires est susceptible de compromettre la sécurité et présente, à la fois, un risque de diversion et un potentiel de violence. Lorsqu'il y a distribution de nourriture dans un contexte de besoins extrêmes, les tensions vont croissant. C'est alors que femmes, enfants, personnes âgées ou handicapées sont particulièrement vulnérables et pourraient être incapables d'obtenir ce à quoi ils ont droit, ou se le faire retirer de force. Il convient de peser ces risques au préalable et de prendre des mesures en vue de les minimiser, notamment faire superviser correctement la remise de denrées et faire garder les points de distribution. Une parade essentielle est de faire savoir, clairement, ce que les personnes doivent s'attendre à recevoir. A titre indicatif, les quantités de ration devraient être affichées à la vue de tous dans les sites de distribution, écrites en langue locale et/ou représentées par des images de sorte que tout le monde sache ce à quoi il a droit.

## 7 Capacité en matière de ressources humaines et formation

Toutes les facettes de l'assistance humanitaire reposent sur les compétences, les connaissances et la motivation du personnel et des volontaires qui travaillent dans des conditions difficiles et souvent dangereuses. Ce qui est exigé de ces personnes peut être considérable et pour qu'elles puissent accomplir leurs tâches de manière à respecter les normes minimales, il est essentiel, d'une part, qu'elles disposent de l'expérience et de la formation convenables et, d'autre part, qu'elles soient correctement encadrées et soutenues par leur agence.

### Norme 1 de capacité : compétence

Les programmes d'aide alimentaire sont exécutés par du personnel qui, d'une part, possède les qualifications et l'expérience requises pour accomplir sa tâche et, d'autre part, est correctement encadré et soutenu.

#### Indicateurs clés

- Tout le personnel oeuvrant à un programme d'aide alimentaire est informé du but visé et des méthodes à suivre pour mener les activités qui lui ont été confiées.
- Les bilans, la conception des programmes et les décisions techniques essentielles sont confiées à du personnel possédant les qualifications techniques requises ainsi que l'expérience de situations d'urgence.
- Le personnel et les volontaires sont conscients des disparités entre les sexes qui existent dans la population concernée. Ils connaissent la marche à suivre pour signaler les cas d'agression sexuelle.

- Les responsables, tant les techniciens que les gestionnaires, ont accès à des moyens pouvant leur permettre d'étayer les décisions prises et d'en vérifier le bien-fondé.
- Les gestionnaires et les superviseurs de programmes alimentaires ont de l'expérience en gestion des ressources, principes d'intendance sûrs, logistique et ils savent employer les denrées alimentaires comme ressources dans les programmes d'assistance ou de développement.
- Des consignes détaillées sont communiquées au personnel et aux volontaires participant à la collecte d'information et ces effectifs font l'objet d'une supervision régulière.
- Les effectifs du programme d'aide alimentaire ont prouvé qu'ils étaient capables d'informer les membres de la population affectée par la catastrophe sur le mode d'emploi et de préparation sûr et approprié des aliments composés lorsque ceux-ci sont inclus dans une ration globale.
- Les interventions alimentaires obéissent à des lignes directrices et à des protocoles clairs, qui sont consignés par écrit.
- Tous les effectifs impliqués dans les interventions alimentaires ciblées ont subi une formation et des tests approfondis sur l'application des protocoles.
- Les équipes de permanents chargées de surveiller et de distribuer les rations comptent autant de femmes que d'hommes.
- Des mécanismes de formation et de supervision sont en place.

## Norme 2 de capacité : capacités locales

Les capacités et les compétences locales sont mises à profit et rehaussées par le biais des programmes d'aide alimentaire.

### Indicateurs clés

- Les femmes et les hommes de la population affectée par une catastrophe sont associés à la planification, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des programmes d'aide alimentaire.
- Les effectifs recrutés à l'échelle internationale s'engagent à renforcer les capacités locales, aux fins d'en tirer des bénéfices à long terme.

- Les compétences des partenaires locaux et des institutions locales sont mises à profit et renforcées pendant le déroulement du programme d'assistance humanitaire.

### Notes de référence

1. **Voir** : ODI/People In Aid (1998). *Code of Best Practice in the Management and Support of Aid Personnel* (Code sur les meilleurs usages dans la gestion et le soutien du personnel d'aide).
2. **Effectifs** : le personnel et les volontaires doivent faire montre de compétences à la hauteur des tâches qui leur sont assignées. Ils doivent aussi connaître les éléments clés des conventions sur les droits de la personne humaine, le droit humanitaire international ainsi que les *Principes directeurs sur le déplacement des personnes à l'intérieur de leur pays* (voir la Charte humanitaire).

La formation et le soutien dont le personnel bénéficie dans le cadre de la préparation aux situations d'urgence jouent un rôle important – c'est ainsi que des effectifs qualifiés sont à disposition et peuvent offrir des services de qualité. Etant donné que, dans de nombreux pays, la préparation aux situations d'urgence ne peut pas être organisée, les agences humanitaires doivent s'assurer que du personnel qualifié et compétent est recruté et qu'il bénéficie d'une préparation appropriée avant d'être affecté dans un contexte d'urgence.

Avant de détacher effectifs permanents et volontaires, les agences doivent veiller à équilibrer la composition hommes et femmes de leurs équipes d'urgence.

# Appendice 1

## Autres problèmes clés

La présente partie présente brièvement un certain nombre de problèmes qui doivent être pris en compte lorsqu'une aide alimentaire est fournie. Dans la pratique, la manière de traiter chacun de ces problèmes varie en fonction du contexte spécifique ainsi que des besoins de la population affectée par la catastrophe.

### 1. Préparation aux catastrophes et système d'alerte anticipée

Le suivi des informations obtenues dans le cadre d'un système d'alerte anticipé joue un rôle crucial, de même que le maintien d'un état de préparation aux secours en cas de catastrophe. Ces données doivent être utilisées dans la planification des programmes ainsi que dans les activités de sensibilisation destinées à mobiliser un soutien et des ressources en faveur de la population affectée. Les informations faisant état d'une aggravation de l'insécurité alimentaire doivent être systématiquement communiquées aux autorités compétentes.

Les agences qui travaillent dans des régions exposées aux catastrophes devraient identifier les systèmes d'alerte anticipés appropriés — et les utiliser. Il s'agit, notamment, des réseaux locaux d'observation des conditions agricoles et météorologiques, des systèmes nationaux de surveillance ou des systèmes régionaux ou internationaux d'alerte précoce, tels que le système du PAM ("Vulnerability Analysis and Mapping", ou VAM), le Système mondial d'information et d'alerte rapide sur l'alimentation et l'agriculture, ou GIEWS, et le "Famine Early Warning System", ou FEWS. Ces systèmes peuvent être axés sur des phénomènes comme la formation des ouragans ou sur des problèmes plus généraux comme la sécurité alimentaire ou la production agricole.

### 2. Soutien au rétablissement

Les programmes d'aide alimentaire peuvent donner à la population affectée par une catastrophe le temps de se remettre d'un événement

qui a menacé sa vie et ses moyens de subsistance, de consolider ses ressources et de commencer à rétablir les conditions qui lui permettront de mener à nouveau une vie normale.

Des programmes visant à améliorer la disponibilité, l'accès et l'utilisation des ressources vivrières devraient être mis en place parallèlement aux distributions d'aide alimentaire, de manière à soutenir le relèvement de la production agricole, le lancement d'activités créatrices de revenus et/ou le retour à un état de santé satisfaisant.

Les personnes se rassemblent sur les sites de distribution : ceux-ci constituent donc un centre naturel de communication et de diffusion d'informations (notamment en matière de prévention et de sécurité, ainsi qu'au sujet des rations auxquelles chacun a droit), ce qui confère de la valeur ajoutée aux activités de distribution de vivres.

L'infrastructure des distributions d'aide alimentaire peut être utilisée pour soutenir le relèvement du commerce et des marchés locaux, ainsi que pour distribuer d'autres ressources matérielles, ce qui permet d'éviter la duplication des coûts et des efforts. C'est ainsi que peuvent être organisées des distributions de semences, d'outils agricoles et d'autres moyens de production, ainsi que d'articles de secours non alimentaires tels que jerricans, ustensiles de cuisine, savon, matériaux de construction pour les abris et couvertures.

### 3. Transition et stratégies de désengagement

Les agences qui interviennent lors d'une catastrophe ou d'une situation d'urgence sont censées définir par avance leur zone d'opération, la durée de leur engagement et le résultat attendu de leur intervention. Elles devraient aussi définir une stratégie pour mettre un terme au programme, ou opérer une transition vers des activités qui apporteront, le cas échéant, un soutien aux efforts ultérieurs de relèvement, une fois que les besoins aigus auront été couverts.

Lorsque la population locale connaît le niveau d'engagement prévu par une agence, elle peut alors mieux se décider sur la manière d'employer les ressources dont elle dispose. En discutant avec la population des objectifs, des indicateurs de succès et des résultats du programme, il est possible d'éviter les problèmes que risqueraient d'engendrer des attentes divergentes.

Les agences ont un rôle vital à jouer en contribuant à identifier et à soutenir les investissements — consentis à la fois par la communauté et par les ménages — qui sont de nature à renforcer l'autosuffisance et l'interdépendance.

#### 4. Interprétation des données concernant la nutrition

Les indicateurs montrant une amélioration de l'état nutritionnel doivent être interprétés avec grande prudence ; ils doivent en outre être utilisés conjointement avec des informations relatives au statut de la population en matière de sécurité alimentaire. Les chiffres indiquant une augmentation significative des niveaux de nutrition peuvent signifier que la composition des rations, les quantités fournies et le mode de distribution des denrées alimentaires ont eu un résultat positif. Ils ne doivent pas être interprétés comme signifiant une amélioration de l'accès indépendant de la population à la nourriture. Aussi longtemps que chaque ménage n'est pas en mesure de pourvoir à ses propres besoins minimaux en matière de nourriture, le fait de mettre fin à un programme d'aide alimentaire risque de provoquer une érosion des progrès réalisés en matière de nutrition et de précipiter le retour à une situation d'urgence.

## Appendice 2

### Bibliographie choisie

Boudreau, T (1998), The Food Economy Approach : a Framework for Understanding Rural Livelihoods. (*L'approche de l'économie alimentaire : cadre pour comprendre les modes de subsistance en milieu rural*). RRN Network Paper 26. Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

Buchanan Smith, M and Davies, S (1995), Famine Early Warning and Early Response - the Missing Link. (*Avertissement et riposte anticipés en cas de famine – le chaînon manquant*). Intermediate Technology Publications. London.

EuronAid and Liaison Committee of Development NGOs to the European Union (1995), Code of Conduct on Food Aid and Food Security. (*Code de conduite sur l'aide et la sécurité alimentaire*). La Haye/Bruxelles.

FAM (1993), Generally Accepted Commodity Accountability Principles. (*Principes généralement acceptés pour rendre compte du débours de denrées*). Food Aid Management. Washington DC.

FAO/WHO (mixed years), Joint FAO/WHO Food Standards Programme. Codex Alimentarius Commission, Volumes 1 to 14. (*FAO/OMS (années mélangées), programme conjoint FAO/OMS sur les normes alimentaires. Commission du Codex Alimentarius, volumes 1 à 14*). Pour plus d'informations, consulter le site [codex@FAO.org](mailto:codex@FAO.org)

Jaspars, S and Young, H (1995), Good Practice Review 3 : General Food Distribution in Emergencies : From Nutritional Needs to Political Priorities. (*Analyse 3 sur les bons usages : Modalités générales de distribution alimentaire en cas d'urgence : des besoins nutritionnels aux priorités politiques*). Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

MSF (1995), Nutrition Guidelines. (*Principes directeurs en matière de nutrition*). Médecins Sans Frontières. Paris.

ODI Seeds and Biodiversity Programme (1996), Good Practice Review 4 : Seed Provision During and After Emergencies. (*Analyse 4 sur les bons usages : fourniture de semences pendant et après une urgence*). Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

OFDA. Field Operations Guide. Office for Disaster Assistance, USAID. (*Guide d'opérations sur le terrain. Bureau pour l'assistance en cas de désastre. USAID*). Disponible sur le site web de l'OFDA.

Overseas Development Institute/People In Aid (1998), Code of Best Practice in the Management and Support of Aid Personnel. (*Code sur les meilleurs usages dans la gestion et le soutien du personnel d'aide*). ODI/People In Aid. London.

Riley, F, et al (1995), IMPACT Food Security Indicators and Framework for Use in the Monitoring and Evaluation of Food Aid Programs. A USAID supported project. (*Indicateurs de sécurité alimentaire IMPACT et cadre pour le suivi et l'évaluation de programmes d'aide alimentaire*). Contract no. DAN-5110-Q-00-0013-00, Delivery Order 16. Task Order 803. (Peut être obtenu auprès de USAID/Food for Peace).

Telford, J (1997), Good Practice Review 5 : Counting and Identification of Beneficiary Populations in Emergency Operations : Registration and its Alternatives. (*Analyse 5 sur les bons usages : identification et décompte des populations bénéficiaires dans les opérations d'urgence : inscription et solutions de rechange*). Relief and Rehabilitation Network/Overseas Development Institute. Londres.

UNHCR (1997), Commodity Distribution, a Practical Guide for Field Staff. UNHCR Division of Operational Support. Genève. (*Distribution des denrées alimentaires, guide pratique à l'usage des effectifs de terrain, division du soutien opérationnel du HCR*).

UNHCR (1996), Partnership : A Programme Management Handbook for UNHCR's Partners. (*Partenariat : manuel sur la gestion de programme à l'usage des partenaires du HCR*). HCR. Genève.

WCRWC/UNICEF (1998), The Gender Dimensions of Internal Displacement. Women's Commission for Refugee Women and Children. New York. (*Dimensions en rapport avec les disparités entre les sexes en matière de déplacement dans un même pays. Commission des femmes sur les femmes et les enfants réfugiés*).

WFP/UNHCR (December 1997), Joint WFP/UNHCR Guidelines for Estimating Food and Nutritional Needs in Emergencies. WFP/UNHCR. Rome/Gêneve. (*Principes directeurs conjoints PAM/HCR aux fins d'estimer les besoins alimentaires et nutritionnels en cas d'urgence*).

WFP/UNHCR (1997), Memorandum of Understanding. WFP and UNHCR. (*Protocole d'accord PAM et HCR*). Genève.

Young, H (1992), Food Scarcity and Famine. Assessment and Response. Oxfam Practical Health Guide No 7. (*Rareté des denrées alimentaires et famine. Bilan et riposte. Guide de santé pratique no 7 de l'OXFAM*). Oxfam. Oxford.

### Autres ressources d'information

Le Catalogue of Institutions With Expertise in Food Assistance (*Catalogue des institutions spécialisées dans l'aide alimentaire*) est disponible sur le site web du PAM :

WFP *Vulnerability and Analysis Mapping* web site :

<http://www.wfp.it/vam/vahmhome/htm>.

(Cartographie des vulnérabilités et analyse) sur le site web susmentionné.



Normes minimales  
à respecter dans  
le secteur de  
l'aménagement  
des abris et des  
sites



# *Normes minimales à respecter dans le secteur de l'aménagement des abris et des sites*

## Table des matières

Introduction . . . . .	175
1. Analyse . . . . .	179
2. Hébergement (Abris) . . . . .	189
3. Vêtements . . . . .	193
4. Articles ménagers . . . . .	195
5. Sélection et aménagement des sites . . . . .	198
6. Capacités en matière de ressources humaines et formation . . . . .	209
Appendice 1 : bibliographie choisie . . . . .	212

*Pour le glossaire de termes généraux et la définition des sigles, voir les Annexes 1 et 2 en fin d'ouvrage.*

# *Normes minimales à respecter dans le secteur de l'aménagement des abris et des sites*

## *Introduction*

Les normes minimales à respecter dans le secteur de l'aménagement des abris et des sites sont une expression concrète des principes et des droits qu'incarne la Charte humanitaire. Cette Charte vise à satisfaire les besoins les plus fondamentaux aux fins de sauvegarder la vie et la dignité des personnes affectées par une catastrophe ou un conflit, ainsi qu'ils apparaissent dans le corps de textes internationaux relatifs aux droits de la personne humaine, au droit humanitaire et au droit des réfugiés. C'est sur cette base que les agences offrent leurs services. Elles s'engagent à agir conformément aux principes d'humanité, d'impartialité et autres obligations énoncées dans le Code de conduite pour le Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et pour les ONG lors des opérations de secours en cas de catastrophe. La Charte humanitaire réaffirme l'importance primordiale de trois principes clés :

- le droit de vivre dans la dignité,
- la distinction entre combattants et non-combattants,
- le principe du non-refoulement.

Les normes minimales relèvent de deux grandes catégories : la première concerne directement le droit des personnes ; la deuxième, les démarches entreprises par les agences pour veiller à ce que les personnes bénéficient de ces droits. Certaines des normes minimales chevauchent ces deux catégories.

## 1 Importance de l'aménagement des abris et des sites en situation d'urgence

Au même titre que l'approvisionnement en eau, l'assainissement, le soutien nutritionnel, l'aide alimentaire et les soins médicaux, l'aménagement des abris et des sites contribue de manière déterminante à assurer la survie de la population affectée dans la première phase de toute situation d'urgence. Non seulement de bonnes conditions d'hébergement assurent la survie de la population, mais elles permettent à chaque individu d'accroître sa résistance aux maladies et de se protéger contre les intempéries. En outre, elles jouent un rôle important en contribuant à sauvegarder la dignité de chaque individu et à préserver la vie familiale et communautaire, autant que faire se peut, dans des conditions difficiles.

Les interventions visant la construction d'abris ainsi que la sélection et l'aménagement de sites ont pour but de répondre aux besoins physiques et sociaux essentiels des personnes, des foyers et des communautés en matière d'espace habitable (sans danger, sûr et confortable) tout en les encourageant le plus possible à accroître leur autosuffisance et leur autogestion.

Les interventions doivent être conçues et menées de manière à limiter, au plus, le risque d'impact négatif sur la population d'accueil ou sur l'environnement naturel.

Dans le secteur des abris et des sites, trois scénarios peuvent se présenter et déterminer les besoins essentiels des personnes directement affectées par une catastrophe. Chacun de ces cas de figure dépend du type de catastrophe survenue, du nombre de sinistrés, du contexte politique et de l'aptitude de la communauté à faire face à la situation.

### Scénario A : les sinistrés restent dans leurs foyers

Une catastrophe n'amène pas toujours les sinistrés à quitter leur foyer. Dans les communautés directement affectées par un désastre naturel, les sinistrés veulent presque toujours rester dans leurs foyers, ou ne pas trop s'en éloigner. Même si les habitations sont détruites ou endommagées, l'assistance apportée "sur place" à la population sinistrée est plus durable; elle permet en outre aux personnes de retrouver une vie normale plus rapidement que l'assistance qui les pousse à se déplacer, en quête d'un abri temporaire. L'assistance fournie directement dans la zone où les bénéficiaires vivent habituellement, et se connaissent, contribue au maintien des structures sociales et permet à la population sinistrée de continuer à vivre aussi normalement que possible.

### Scénario B : les sinistrés sont déplacés et vivent au sein de communautés d'accueil

En temps de conflit armé, ainsi qu'après certaines catastrophes naturelles telles que de graves inondations, des communautés entières peuvent être contraintes de quitter leurs foyers et leur région. Dans ce type de situation, les populations déplacées peuvent rester dans une communauté d'accueil, avec d'autres membres de leur foyer ou des personnes auxquelles les unissent des liens historiques, religieux ou autres. Dans ce cas de figure, l'assistance consiste, entre autres tâches, à défendre les droits et à répondre aux besoins de la population affectée par la catastrophe et à ceux des personnes touchées indirectement par le désastre.

### Scénario C : les sinistrés sont déplacés mais restent en groupes

L'installation provisoire des réfugiés ou des populations déplacées devient nécessaire lorsque les circonstances d'une catastrophe naturelle ou d'un conflit obligent les personnes à quitter leurs foyers et leur région, dans le but de se réinstaller ailleurs. Dans ces situations, la population vit en groupes, souvent de très grande ampleur, pour une période de temps indéterminée. Il faut alors répondre aux besoins des personnes installées à la fois dans des sites choisis pour leurs soins ou par d'autres.

Le présent chapitre traite d'abord des normes minimales à respecter dans trois secteurs — abris, vêtements et articles ménagers — qui sont communs aux trois scénarios évoqués ci-dessus. Il aborde ensuite les normes à respecter en matière de sélection et d'aménagement des sites, normes qui ne concernent que le troisième scénario.

Impliquer les femmes dans l'élaboration des programmes d'aménagement des abris et des sites est un moyen qui permet de veiller à ce que tous les membres de la population affectée par une catastrophe, elles y compris, aient un accès équitable et sans danger aux abris, vêtements, matériaux de construction, moyens de production agricole et autres fournitures essentielles. Il y a lieu de consulter les femmes sur une série de questions, telles que sécurité et respect de la vie privée, sources et moyens de collecter du combustible en vue de faire la cuisine et de se chauffer ainsi que moyens de garantir un accès équitable au logement et aux approvisionnements. Il faut particulièrement s'attacher à empêcher et à contrecarrer la violence dont elles peuvent être l'objet et l'exploitation à caractère sexuel. A titre indicatif, un meilleur éclairage et des patrouilles de sécurité peuvent accroître la sécurité et l'accessibilité du site pour

l'ensemble de la population, particulièrement pour les groupes exposés au risque de violence. Il faut donc encourager les femmes à participer à l'élaboration et à la mise en oeuvre des programmes d'aménagement des abris et des sites, chaque fois que cela est possible.

## 2 Se repérer à l'intérieur de ce chapitre

Ce chapitre est divisé en six parties (analyse, hébergement, vêtements, etc.), chacune incluant ce qui suit :

- **les normes minimales** : ce sont les chiffres minimum à atteindre dans chaque domaine,
- **les indicateurs clés** : ce sont des “signaux” qui permettent d'établir si l'on a, ou non, respecté la norme. Ils constituent un moyen de mesurer – et de faire connaître – à la fois l'impact réel (ou le résultat) des programmes ainsi que le processus (ou les méthodes) mis en oeuvre ; ils peuvent être qualitatifs ou quantitatifs,
- **les notes de référence** : ce sont des points précis à prendre en compte pour appliquer la norme dans différentes situations, surmonter des difficultés d'ordre pratique et traiter des questions prioritaires. Elles peuvent inclure des questions primordiales en rapport avec la norme ou les indicateurs, énoncer des dilemmes, des controverses ou des lacunes dans les connaissances du moment. Remédier à ces insuffisances est un moyen d'améliorer, à l'avenir, les normes minimales en matière d'aménagement des abris et des sites.

Une bibliographie choisie est proposée en appendice 1.

Dans les cas pertinents, nous faisons référence aux normes techniques applicables dans d'autres secteurs. L'intention est de souligner de quelle manière les travaux menés dans un secteur sont étroitement liés à ceux effectués dans d'autres domaines et que les progrès dans un secteur sont tributaires de l'avancée dans d'autres.

## Les normes minimales

# 1 Analyse

Les programmes qui permettent de répondre aux besoins de la population affectée par une catastrophe doivent reposer sur une bonne compréhension de la situation, notamment des facteurs politiques et sécuritaires ainsi que des développements susceptibles de se produire. La population sinistrée, les agences, les donateurs et les autorités locales ont besoin de savoir que les interventions sont appropriées et efficaces. L'analyse des effets de la catastrophe – ainsi que de l'impact du programme d'aménagement des abris et des sites – revêt donc une importance cruciale. Si le problème n'est pas appréhendé et compris correctement, il sera difficile, voire impossible, de réagir comme il se doit.

La normalisation des méthodes d'analyse utilisées dans tous les secteurs de l'assistance humanitaire permet de définir, sans tarder, les besoins urgents ainsi que d'affecter correctement les moyens des agences humanitaires. La présente partie énonce les normes et les indicateurs qui ont été retenus pour collecter et dépouiller les informations requises en vue de définir des besoins, concevoir les interventions, suivre et évaluer leur efficacité et promouvoir la participation de la population affectée.

Les normes d'analyse s'appliquent avant le lancement de tout programme et tout au long du cycle d'activités. L'analyse débute par un constat initial immédiat pour mesurer l'impact de la catastrophe et décider s'il y a lieu de réagir, et de quelle manière. Elle se poursuit au travers des activités de suivi pour définir dans quelle mesure le programme répond aux besoins et si des changements s'imposent. Enfin, l'évaluation finale vise à définir l'efficacité globale du programme et à en tirer les enseignements pour l'avenir.

La mise en commun des informations et des connaissances entre tous ceux qui prennent part à l'action d'assistance revêt une importance fondamentale pour comprendre pleinement le problème et coordonner les efforts. Le fait de documenter la démarche adoptée et de diffuser les

informations tirées du processus d'analyse contribue à faire largement comprendre l'impact des catastrophes, notamment sur le plan de la santé publique ; cela peut aussi faciliter l'amélioration des mesures visant à prévenir les catastrophes et à en atténuer les effets.

Les normes d'analyse s'appliquent aux divers types de besoins en matière d'abris qui ont été décrits dans l'introduction au présent chapitre ainsi qu'aux normes d'aménagement, de vêtements, d'articles ménagers, de sélection et d'aménagement de sites ci-après.

## Norme 1 d'analyse : évaluation initiale

Les décisions programmatiques reposent une compréhension démontrée de la situation d'urgence ainsi que sur une analyse précise des besoins des personnes en matière d'abris, de vêtements et d'articles ménagers.

### Indicateurs clés

- Des effectifs dûment expérimentés dressent, sans tarder, une évaluation initiale, compte tenu de procédures internationalement reconnues.
- Le bilan est mené en coopération avec une équipe multisectorielle (eau et assainissement, nutrition, aide alimentaire, abris et services médicaux), les autorités locales, les femmes et les hommes de la population touchée ainsi qu'avec les agences humanitaires qui prévoient d'intervenir.
- L'information est rassemblée et présentée avec le souci de faciliter la prise de décisions de manière transparente et cohérente.
- Les données sont ventilées selon le sexe et la tranche d'âge, dans la mesure du possible.
- L'information recueillie permet de définir les besoins en matière d'abris, de vêtements et d'articles ménagers et fournit des données de référence aux fins de suivi et d'évaluation. L'évaluation initiale tient compte du profil et de la situation des personnes déplacées, de l'environnement, de l'infrastructure locale, des ressources naturelles et matérielles ainsi que de l'aménagement du territoire.
- Le bilan tient compte des normes nationales en matière d'abris dans le pays où la catastrophe s'est produite et, s'il ne s'agit pas du même, dans un autre pays où une assistance est fournie.

- Des recommandations sont faites quant à la nécessité, ou non, d'une aide extérieure. Lorsqu'une aide extérieure est requise, des recommandations sont formulées au sujet des priorités, de la stratégie d'intervention et des moyens à mobiliser. A l'issue du bilan, il y a rédaction d'un rapport qui couvre les domaines essentiels de l'intervention et formule les recommandations appropriées.
- Les risques d'ensemble attentatoires à la sécurité des personnes ainsi que les menaces particulières pesant sur les groupes vulnérables, tout particulièrement les femmes et les adolescentes, sont pris en compte dans les plans d'aménagement des abris et des sites.
- Les résultats du bilan sont portés à la connaissance des autres secteurs, des autorités nationales et locales, des agences participant à l'intervention ainsi qu'à celle des représentants et représentantes de la population affectée

### Notes de référence

1. ***Procédures internationalement reconnues pour effectuer une première évaluation*** (Internationally Accepted Procedures for Initial Assessment) : voir Davis, J et Lambert, R (1995), Telford, J (1977), HCR (1982) et USAID (1994).
2. ***Pour plus d'informations sur les conditions à réunir pour dresser le bilan de sélection et d'aménagement du site*** : voir la norme 1 de sélection de site. Les notes de référence connexes précisent les informations nécessaires pour réaliser les évaluations sur l'emplacement et sur l'environnement naturel.
3. ***Le profil de la population déplacée doit donner, entre autres, les renseignements ci-après :***
  - Profil démographique (répartition par sexe, âge, groupes sociaux).
  - Moyens traditionnels de subsistance ainsi que l'origine (rurale ou urbaine) des personnes.
  - Styles de vie traditionnels, habitudes en termes d'utilisation privée/publique de l'espace, cuisson des aliments et entreposage de ceux-ci, soins des enfants et pratiques en matière d'hygiène.
  - Compétences et méthodes traditionnelles en matière de construction.
  - Moyens que les personnes ont apportés avec elles.



- Type d'abris adopté, le cas échéant, par la population déplacée.
  - Besoins des groupes exposés à des épreuves supplémentaires.
  - Menaces — réelles ou potentielles — pesant sur la sécurité de la population déplacée, à la fois d'origine externe et interne. Il y a lieu d'inclure les risques particuliers auxquels sont exposés les groupes vulnérables, particulièrement les femmes et les jeunes filles.
4. **Les bilans sur l'infrastructure et les ressources locales doivent donner, entre autres, les renseignements ci-après :**
- État des infrastructures et accès (routes, pistes d'atterrissage, têtes de ligne ferroviaires et ports).
  - Quantités de bois nécessaire (combustible et matériaux de construction) et volume d'eau pouvant être puisé de façon durable.
  - Matériel lourd déjà disponible dans la région, tel que bulldozers et autres engins de terrassement, pour la construction des routes et l'aménagement des sites.
5. **Les informations sur l'environnement doivent donner, entre autres, les renseignements ci-après :**
- Topographie des terrains disponibles, convenant à la fois pour l'installation de la population déplacée et pour l'agriculture.
  - Variété et moyens de protéger les sources d'eau potentielles. (Voir, à ce propos, le chapitre 1, Approvisionnement en eau et assainissement.)
  - Zones naturelles particulièrement vulnérables.
  - Prise en compte de tout changement éventuel lié aux saisons, dont pluie, neige, variations de température, risques de tempêtes et d'inondations.
  - Maladies endémiques, vecteurs et parasites. (Voir, à ce propos, le chapitre 1, Approvisionnement en eau et assainissement et le chapitre 5, Services médicaux).
6. **L'usage des données fournies par les systèmes d'alerte anticipée et de préparation aux situations d'urgence est à encourager partout où cela est possible ;** ces informations peuvent en effet faciliter l'évaluation initiale. La préparation aux secours en cas de

catastrophe englobe la formation du personnel et le stockage, en des points stratégiques, de fournitures telles que les matériaux de construction pour les abris. Si certains signes laissent présager un futur mouvement de population, les informations pertinentes doivent être collectées immédiatement et analysées. Il convient de procéder à un inventaire des capacités d'intervention dont disposent les autorités locales, le système des Nations Unies et les agences qui se trouvent sur le terrain. Il faudrait connaître le personnel expérimenté à disposition, les plans de développement ainsi que les fournitures et l'équipement qui pourraient être réaffectés en attendant l'arrivée des renforts.

7. **Bilan mené à temps :** telle doit être la caractéristique de ce bilan qui doit être dressé le plus tôt possible après la catastrophe. Si besoin est, il faut intervenir dans le même temps pour répondre aux besoins essentiels de la population. En règle générale, il faut rédiger le rapport dans la semaine qui suit l'arrivée de l'équipe sur les lieux de la catastrophe, bien que cela dépende du type d'événement survenu ou de la situation d'ensemble.
8. **Personnes chargées du bilan :** il convient de faire appel à des personnes capables de recueillir des informations auprès de tous les groupes de la population sinistrée, d'une manière acceptable selon les normes culturelles, en tenant compte tout particulièrement du sexe et des connaissances linguistiques. Dans l'idéal, il devrait y avoir équilibre dans le nombre d'hommes et de femmes qui participent. Dans la mesure du possible, un spécialiste des abris et de la construction devra être inclus dans l'équipe.
9. **Procédure à suivre pour le bilan :** tous les participants doivent approuver la démarche à suivre pour mener le bilan avant que le travail ne commence sur le terrain et se voir attribuer des tâches précises en conséquence, à l'appui de cette activité.
10. **Recueil de l'information :** il existe une gamme de techniques variées pour recueillir des données ; le choix doit donc être opéré avec soin, en fonction de la situation et du type de renseignements requis. En règle générale, la collecte d'informations doit être d'autant plus fréquente que la situation évolue rapidement ou que surviennent des événements critiques, comme de nouveaux mouvements de population ou une flambée épidémique de maladies diarrhéiques.

L'évaluation initiale sera peut-être rapide et sommaire mais l'analyse s'améliore avec le temps et l'accumulation de données. Les listes de pointage sont un bon moyen de s'assurer que toutes les questions essentielles ont été examinées.

11. **Sources d'information** : les renseignements nécessaires pour dresser le bilan peuvent être tirés de la documentation existante, de données historiques pertinentes, d'informations antérieures à la catastrophe et de discussions menées avec divers interlocuteurs appropriés, bien informés, parmi lesquels peuvent figurer donateurs, personnel d'agences, fonctionnaires, spécialistes locaux, responsables de la communauté (hommes et femmes, anciens, agents de santé, enseignants, commerçants, etc.). Les plans nationaux ou régionaux de préparation en cas de catastrophe peuvent aussi constituer une source importante de renseignements. Il faut expliquer clairement les méthodes qui seront employées pour recueillir l'information ainsi que les limites de sa fiabilité.
12. **Questions sous-jacentes** : le bilan doit reposer sur la prise en compte des prérogatives dont jouissent les personnes sinistrées en vertu du droit international. L'évaluation initiale et l'analyse ultérieure doivent établir que les problèmes sous-jacents d'ordre structurel, politique, sécuritaire, économique, démographique et environnemental propres à la région ont été compris. Il est impératif de tenir compte de l'expérience ainsi que de l'avis de la population sinistrée lorsque l'on analyse la dynamique et l'impact de la nouvelle situation d'urgence. Cela exige de s'appuyer sur les compétences et les connaissances locales lors de la collecte des données et de l'analyse des ressources, capacités, vulnérabilités et besoins. Il faut aussi prendre en compte les conditions de vie actuelle ainsi que le cadre dans lequel vivait les personnes déplacées et la population résidente de la région avant la catastrophe.
13. **Groupes à risque** : les besoins des groupes qui risquent de souffrir tout particulièrement de la situation – femmes, adolescentes, mineurs sans famille, enfants, personnes âgées et handicapées – doivent faire l'objet d'une attention particulière. A titre indicatif, lorsque les systèmes de soutien communautaire pour protéger les veuves, les femmes célibataires ou les adolescentes non accompagnées ne sont plus en place, il importe de garder à l'esprit les menaces effectives ou potentielles auxquelles elles se trouvent exposées lorsqu'elles vivent en étroite proximité avec les hommes. Il convient aussi de déterminer les rôles que le système social attribue respectivement aux hommes et aux femmes.

14. **Retour à la normale** : une analyse et une réflexion sur la période de retour à la normale doivent aussi faire partie de l'évaluation initiale, de sorte que les interventions visant à satisfaire les besoins d'urgence (immédiats) puissent faciliter la réadaptation de la population sinistrée.

## Norme 2 d'analyse : suivi et évaluation

Les résultats et l'efficacité du programme d'aménagement des abris et des sites ainsi que l'évolution de la situation font l'objet d'un suivi et d'une évaluation.

### Indicateurs clés

- Les informations destinées au suivi et à l'évaluation sont recueillies à temps et sont utiles; elles sont consignées et dépouillées en respectant les critères de précision, de logique, de cohérence et de transparence.
- Des systèmes sont en place pour pouvoir recueillir, de manière systématique, des informations sur l'impact (positif ou négatif) de l'intervention sur les besoins en matière d'hébergement, de vêtements et d'articles ménagers, ainsi que sur l'environnement.
- L'utilisation des articles ménagers et des marchandises, notamment par les femmes, fait l'objet d'une surveillance.
- Les femmes, les hommes et les enfants de la population affectée participent aux activités de suivi.
- Il est régulièrement rédigé des rapports sur l'impact du programme d'aménagement des abris et des sites sur la population sinistrée. Il y a aussi compte rendu sur tout changement de situation ou autre facteur qui pourrait justifier de modifier le programme.
- Les activités de suivi fournissent des informations sur la manière dont le programme répond aux besoins de différents groupes au sein de la population affectée.
- Des systèmes sont en place pour permettre le flux des informations entre le programme, les autres secteurs, la population affectée, les autorités locales compétentes, les donateurs et d'autres intervenants, selon les besoins.
- Le programme est évalué par rapport aux objectifs déclarés et aux normes minimales convenues dans le but de mesurer l'efficacité globale de l'intervention et son impact sur la population affectée.

## Notes de référence

1. **Utilisation des informations de suivi** : les situations d'urgence sont, par définition, à la fois volatiles et dynamiques. Il est donc vital de disposer d'un flux régulier d'informations tenues à jour, si l'on veut que les programmes restent adaptés aux besoins. Les informations tirées du suivi continu des programmes doivent être intégrées dans les examens périodiques et les bilans. Dans certaines circonstances, il faudra peut-être modifier la stratégie en réponse à un changement majeur de la situation ou des besoins. En dressant le bilan de la situation d'hébergement après une période d'environ six mois, il sera possible de décider si le programme doit continuer et dans quelles conditions. Grâce à ces informations, l'on pourra planifier les activités durables, les modalités d'une intervention à long terme de la part des agences ainsi que les questions de retour et de réintégration.
2. **Coopération avec les autres secteurs** : les informations obtenues dans le courant du bilan servent à suivre et à évaluer le programme d'aménagement des abris et des sites. Elles pourront aussi servir de premières données de référence pour le système d'information sur la santé. Les activités de suivi et d'évaluation exigent une coopération étroite avec les autres secteurs.
3. **Usage et diffusion de l'information** : les données recueillies doivent avoir un lien direct avec le programme : en d'autres termes, elles doivent être utiles – et utilisées. Elles doivent être communiquées, en fonction des besoins, aux autres secteurs et agences ainsi qu'aux populations sinistrées. Le moyen de communication utilisé (méthodes de diffusion, langue, etc.) doit être convenable pour le public visé.
4. **Sécurité** : il est crucial de surveiller l'évolution des programmes d'aménagement des abris et des sites, d'une part, pour veiller à la sécurité de groupes menacés, et d'autre part, pour localiser les zones où se produisent des actes de violence et y remédier.
5. **Personnes chargées du suivi** : lorsqu'il y a lieu de consulter la population affectée pour le suivi, il est bon de faire appel à des personnes capables de recueillir des informations auprès de tous les groupes de la population sinistrée, d'une manière acceptable selon les normes culturelles, en tenant compte tout particulièrement du sexe et des connaissances linguistiques. Il convient d'encourager la participation des femmes.

6. **Evaluation** : le bilan final compte parce qu'il mesure l'efficacité du programme, permet de tirer les enseignements pour mieux se préparer, amoindrir les effets d'une catastrophe et intervenir à l'avenir, et encourage l'acceptation des responsabilités. En l'occurrence, l'évaluation prévoit deux processus liés entre eux.
  - a) Le bilan final interne d'un programme est normalement dressé par le personnel de l'agence dans le cadre du processus régulier d'analyse et d'examen des informations obtenues au travers du suivi. L'agence doit aussi évaluer l'efficacité de tous ses programmes dans une situation de catastrophe donnée ou comparer les programmes menés à bien d'un contexte à un autre.
  - b) Le bilan final externe peut, à l'inverse, entrer dans le cadre d'un exercice plus vaste d'évaluation définitive menée par les agences et les bailleurs de fonds, au terme, par exemple, de la phase aiguë d'une situation d'urgence. Pour ce type de bilan, il est important que les techniques et les moyens utilisés cadrent avec l'envergure et les caractéristiques du programme et que le rapport décrive la méthodologie suivie ainsi que les démarches retenues pour parvenir aux conclusions. Les résultats du bilan doivent être portés à la connaissance de tous les intervenants dans la crise humanitaire, y compris à celle de la population affectée.

## Norme 3 d'analyse : participation

La population sinistrée a la possibilité de participer à l'élaboration des plans et des modalités de mise en oeuvre du programme d'assistance.

### Indicateurs clés

- Les femmes et les hommes de la population sinistrée sont consultés et participent aux prises de décisions touchant à l'évaluation des besoins, aux plans et aux modalités de mise en oeuvre du programme.
- Les femmes et les hommes de la population sinistrée reçoivent des informations sur le programme d'assistance et ont la possibilité de faire part de leur avis à l'agence humanitaire.

## Notes de référence

1. **Équité** : les modalités de participation des personnes sinistrées à la prise de décisions, aux plans et modalités de mise en oeuvre des activités sont de nature à donner au programme un caractère équitable et probant. Un effort particulier doit être consenti pour promouvoir la participation des femmes ainsi qu'une représentation équilibrée des deux sexes dans le programme d'assistance. S'impliquer dans le programme d'aménagement des abris et des sites peut aussi aider les personnes à renforcer leur sentiment de dignité et d'amour-propre malgré la crise. Cela peut promouvoir un sens de la communauté et d'appartenance, facteur propice à la sûreté et à la sécurité des personnes bénéficiaires de l'assistance comme de celles qui sont responsables de sa mise en oeuvre.
2. **Diversité des formes de participation à la fourniture d'abris, de vêtements et d'articles ménagers** : par exemple, en devenant membre de l'équipe du bilan, en participant à la prise de décisions (comme modalités d'utilisation des espaces publics et privés), en diffusant des informations (sur le stockage des denrées alimentaires, les méthodes traditionnelles de construction), en contribuant à définir les menaces attentatoires à la sécurité ainsi que les risques particuliers auxquels sont exposés les femmes et les groupes vulnérables et en fournissant des listes d'articles ménagers.
3. **Comités de coordination** : c'est un moyen de veiller à ce que les personnes participent au programme d'assistance. Il ne faut pas perdre de vue les facteurs de sexe, d'âge, d'ethnicité et de milieu socio-économique pour que ces comités soient bien représentatifs de la population sinistrée. Responsables politiques reconnus, chefs de la communauté – hommes et femmes confondus – et dirigeants spirituels doivent aussi être représentés. Les rôles et les fonctions du comité de coordination doivent être convenus lors de sa constitution.
4. **Sollicitation d'avis et d'opinions** : on peut aussi encourager la participation par des sondages et des discussions menés à intervalles réguliers lors d'opérations de distribution, en visitant les foyers ou en abordant des préoccupations d'ordre individuel. Les discussions collectives avec la population sinistrée peuvent aussi éclairer l'équipe sur les croyances et les pratiques culturelles en vigueur.

## 2 Hébergement (Abris)

Le but des interventions est de faciliter la réparation des habitations endommagées, la construction d'abris temporaires ou l'installation des personnes déplacées au sein de communautés qui existent déjà, selon le cas de figure.

### Norme 1 d'hébergement : logement

Les personnes disposent de suffisamment d'espace couvert pour se protéger contre les rigueurs du climat. Elles ont suffisamment chaud, elles ont assez d'air frais, de sécurité et d'intimité pour sauvegarder leur dignité, leur santé et leur bien-être.

#### Indicateurs clés

- L'espace couvert à disposition est, par personne, de l'ordre de 3,5 à 4,5 m<sup>2</sup>.
- Dans les climats chauds et humides, les abris permettent une ventilation optimale et offrent une protection contre les rayons du soleil.
- Dans les climats chauds et secs, les matériaux de construction des abris sont assez épais pour protéger les occupants de la chaleur. Si seules des bâches en plastique ou des tentes sont à disposition, la fourniture d'un double toit ou d'une couche d'isolation doit être envisagée.
- Dans les climats froids, les matériaux utilisés et le mode de construction des abris garantissent une isolation optimale. Pour parvenir à une température confortable pour les occupants, l'isolation de l'abri est complétée par la fourniture de vêtements, couvertures, literie, appareils de chauffage et apport calorique, en quantité suffisante.
- Lorsque des bâches en plastique sont fournies pour la construction des abris, elles correspondent aux spécifications définies par le HCR.

#### Notes de référence

1. **Lien avec le secteur d'approvisionnement en eau et d'assainissement** : pour les indicateurs concernant les distances minimales et maximales



à respecter jusqu'aux points d'eau et aux latrines, le nombre de ces installations, les normes en matière d'évacuation des excréta, voir Approvisionnement en eau et assainissement, au chapitre 1.

2. **Normes d'abri fonction du climat et de la taille des foyers** : dans un climat froid, les personnes ont besoin de plus d'espace intérieur, car elles passent davantage de temps dans leur abri que les populations vivant en pays chaud. En général, les personnes âgées, les femmes et les enfants passent plus de temps dans la partie couverte de leur habitation.
3. **Climat chaud et humide** : dans ce cas, les abris doivent être orientés et conçus de manière à obtenir un maximum de ventilation et à empêcher l'entrée des rayons du soleil — portes et fenêtres doivent donc, si possible, être orientées respectivement au sud et au nord. Le toit doit avoir une pente propice à une bonne évacuation des eaux de pluie et les avant-toits doivent être de bonne taille. Les matériaux de construction des abris doivent être légers, car l'isolation thermique n'est pas une préoccupation majeure. Une bonne orientation est favorable à la circulation optimale de l'air ; il ne faut pas l'entraver, par exemple, en construisant des abris trop proches les uns des autres. Il est recommandé de ménager des espaces à l'ombre, à l'extérieur des abris, pour la cuisson des aliments et le séchage des ustensiles de cuisine. Il faut tenir compte des saisons de mousson et accorder beaucoup d'attention au drainage des eaux de surface. (Voir Approvisionnement en eau et assainissement, normes de drainage, au chapitre 1).
4. **Climat chaud et sec** : dans ce cas, les matériaux de construction doivent être assez robustes pour permettre une isolation thermique élevée, de sorte que l'intérieur sera tantôt rafraîchi, tantôt réchauffé, selon qu'il s'agit de la nuit ou de la journée. Les fenêtres doivent être de petites dimensions. S'il n'y a que des bâches en plastique ou des tentes à disposition, il faut envisager d'installer un double toit (avec ventilation entre les couches d'isolant pour d'empêcher le transfert de chaleur radiante. Une autre solution consiste à encourager l'utilisation de matériaux isolants. Lorsque la structure est légère, l'objectif principal n'est pas d'assurer une ventilation maximale – chose assez facile à faire (en ouvrant des portes qui se font face, par exemple) – mais d'aérer pour éviter une augmentation de la température intérieure due aux vents chauds ou à la chaleur diffusée par le sol avoisinant et d'empêcher le sable de pénétrer. D'autres abris construits à proximité, ou des arbres, peuvent donner de l'ombre.

5. **Climat froid** : dans ce cas, il est essentiel de fournir des abris bien isolés. Toutefois, des espaces couverts de bonne qualité ne suffisent pas, à eux seuls, à assurer le maintien d'une température adéquate du corps. Celle-ci dépend en effet de l'effet conjugué de plusieurs facteurs, notamment : de la température extérieure, du vent, de la qualité de l'isolation de l'abri, des installations de chauffage, des vêtements et couvertures à disposition et, enfin, de l'apport en calories.

La sensation de froid peut être minimisée en veillant à ce que la circulation d'air, à l'intérieur de l'abri, reste aussi limitée que possible, pour ne pas compromettre le confort et la sécurité des occupants. Toutefois, dans le but d'éviter les problèmes respiratoires causés par les appareils de chauffage ou les foyers ouverts utilisés pour la cuisson des aliments, un niveau minimum de ventilation doit être assuré. Les portes doivent être conçues de manière à réduire les courants d'air au maximum.

Les appareils de chauffage jouent un rôle essentiel et doivent être appropriés à l'abri. Si possible, des conduites devraient être aménagées pour les entrées d'air et l'évacuation de la fumée des poêles.

La conduction thermique par le biais du sol est une question d'ordre majeur qu'il faut régler pour éviter que les occupants perdent trop de chaleur corporelle pendant la nuit. Il convient donc de veiller à l'isolation du sol (et de l'abri lui-même) et/ou de fournir des nattes ou des matelas aux occupants.

6. **Fourniture de rouleaux de plastique et autres matériaux de revêtement** : dans les premiers temps de la situation d'urgence, l'on fournit, en général, des rouleaux de polyéthylène renforcé, de même que, parfois, des cordes et des matériaux comme des pieux en bois local, des plaques d'acier galvanisé, d'aluminium ou du papier lourd. Il faut envisager d'aider la population à recueillir des matériaux de construction dans la nature ou de les acheter localement. La fourniture d'éléments préfabriqués est à considérer s'il y a risque que, en s'approvisionnant dans la nature, l'on ne porte atteinte à l'économie locale ou dégrade l'environnement naturel.

Un foyer type, composé de cinq membres, doit recevoir au moins une bâche en plastique de 4 mètres sur 6. Il vaut mieux importer ce plastique en rouleaux, plus faciles à transporter, stocker et distribuer (un rouleau de 4 mètres de large et de 60 mètres de long pour dix foyers). Toutefois, la fourniture d'une bâche de 4 mètres sur 7 à



chaque foyer donnerait un espace en hauteur supplémentaire. (Voir Davis, J et Lambert, R, 1995 ; PNUD (1995) et MSF (1997).

7. **Feuilles en plastique** : le plastique fourni pour les abris doit être conforme aux spécifications définies par le HCR. Le plastique destiné à assurer l'isolation de bâtiments endommagés obéit à des spécifications différentes.
8. **Partage des locaux** : le partage de locaux entre plusieurs foyers n'est pas une solution souhaitable pour régler les problèmes d'abris. Lorsqu'il est incontournable, il faut alors tout faire pour protéger, le plus possible, l'intimité des personnes.
9. **Habitations endommagées** : les personnes déplacées qui retournent dans leurs foyers détériorés par la guerre ou une catastrophe naturelle doivent bénéficier d'un soutien adéquat. Dans les climats froids, il est préférable de les aider à rendre une pièce habitable, plutôt que de fournir un logement collectif. Il faut décourager les victimes de séismes de s'installer dans des bâtiments endommagés lorsqu'il y existe un risque non négligeable de secousses secondaires ou de tremblements de terre ultérieur.
10. **Lutte antivectorielle** : dans les climats chauds principalement, il faudra peut-être prendre des mesures pour empêcher la prolifération de vecteurs pathogènes comme les moustiques, les rats et les mouches ou d'animaux nuisibles comme les serpents et les scorpions (voir Approvisionnement en eau et assainissement, normes de lutte antivectorielle, au chapitre 1). Les programmes d'aménagement des abris et les mesures de lutte antivectorielle qui seront adoptées devront tenir compte des pratiques de construction locales, du choix des matériaux de construction ainsi que de la manière dont les personnes déplacées se servent des abris.
11. **Impact sur l'environnement** : il convient de prendre les mesures appropriées afin que les programmes d'aménagement des abris perturbe l'environnement le moins possible, à savoir :
  - fournir des matériaux de construction pour éviter une trop forte ponction sur les ressources de l'environnement local,
  - protéger la végétation revêtant un caractère essentiel pour contrôler l'érosion et/ou les crues,
  - sauvegarder les espaces agricoles et sylvicoles productifs.

## 3 Vêtements

### Norme sur les vêtements

Les personnes affectées par la catastrophe disposent de suffisamment de couvertures et de vêtements pour se protéger des intempéries et préserver leur dignité, leur sécurité et leur bien-être.

### Indicateurs clés

- Les personnes disposent de suffisamment de couvertures.
- Jusqu'à l'âge de deux ans, les enfants disposent, au moins, d'un assortiment complet de vêtements et d'articles d'hygiène adaptés à leur culture, à la saison et au climat.
- Les femmes, les adolescentes, les hommes et les garçons disposent, au moins, d'un assortiment complet de vêtements, à peu près à leur taille, et adaptés à leur culture, à la saison et au climat. En outre, les femmes et les adolescentes ont des stocks réguliers de serviettes hygiéniques.
- Du tissu pour les linuels est à disposition, en fonction des besoins.

### Notes de référence

1. **Vêtements appropriés** : le rapport de l'évaluation initiale doit préciser les facteurs climatiques et culturels, de manière à s'assurer que les couvertures et les vêtements fournis correspondent aux besoins des hommes, des femmes et des enfants, et conviennent à leur âge. Ils doivent être distribués séparément, et non pas en lots.
2. **Besoins des femmes** : pour des raisons d'hygiène et de dignité personnelle, les femmes ont besoin de vêtements spéciaux ; elles doivent également recevoir des serviettes hygiéniques. Il est important que ces articles soient appropriés et discrets, faute de quoi les femmes ne s'en serviront pas. Cette question étant délicate, les femmes doivent être associées à la prise de décisions les concernant. (Voir, à ce propos, Approvisionnement en eau et assainissement, élimination des excréta, au chapitre 1).

3. **Isolation** : la capacité, en matière d'isolation, des couvertures et vêtements diminue fortement (de 10 à 15 fois) lorsque ceux-ci sont mouillés, ce qui accentue la déperdition de chaleur corporelle. Le fait d'accumuler plusieurs couches de vêtements ou de couvertures n'augmente pas la chaleur qui diminue de manière inversement proportionnelle au poids des articles utilisés. Il vaut donc mieux investir dans des couvertures de meilleure qualité en sachant que chacune d'elles tiendra plus chaud que plusieurs unités meilleur marché, mais de moins bonne qualité.
4. **Questions liées à la résistance thermique et au climat** : pour d'autres références, voir le document du PNUD (1995).

## 4 Articles ménagers

Les personnes contraintes de quitter leur foyer n'ont, souvent, que les effets personnels qu'elles ont pu emporter. A leur arrivée dans le site d'accueil, les foyers ont donc besoin d'un certain nombre d'articles ménagers de base qui doivent être précisés dans l'évaluation initiale.

### Norme 1 sur les articles ménagers : objets de la vie courante

Les foyers disposent d'articles ménagers, de savon pour leur hygiène personnelle et d'outils pour sauvegarder leur dignité et leur bien-être.

#### Indicateurs clés

- Les personnes disposent des articles ménagers appropriés, à savoir : 1 marmite avec couvercle qui ferme bien, 1 bassine, 1 couteau de cuisine, 2 cuillers en bois et 2 récipients (de 1 à 20 litres) pour aller chercher de l'eau, ainsi qu'un ou plusieurs récipients (de 20 litres) permettant de stocker de l'eau.
- Chaque personne dispose d'une assiette, d'une cuiller en métal et d'une grande tasse.
- Chaque personne reçoit 250 grammes de savon par mois.
- Le programme prévoit le remplacement des articles distribués, en cas de besoin.
- Chaque foyer a accès aux outils et matériaux qui lui permettront de reprendre le plus tôt possible des activités lui permettant d'assurer sa subsistance.
- Les outils et les matériaux fournis correspondent aux besoins ; ils sont d'usage courant et du même niveau technologique que les outils et les matériaux utilisés par les bénéficiaires de l'assistance avant la catastrophe. Chaque article est adapté aux conditions dans lesquelles il sera utilisé.
- Les personnes bénéficiaires de l'assistance savent ce à quoi elles ont droit au titre du programme d'assistance.